



iram



DIAGNOSTIC ET PROPOSITIONS OPERATIONNELLES POUR LE SOUTIEN A L'ELEVAGE PASTORAL PERTURBE PAR LA CRISE CENTRAFRICAINE

Mission d'étude au Logone Orientale, Mandoul/Moyen Chari du 04 au 14 mars 2014

RAPPORT FINAL



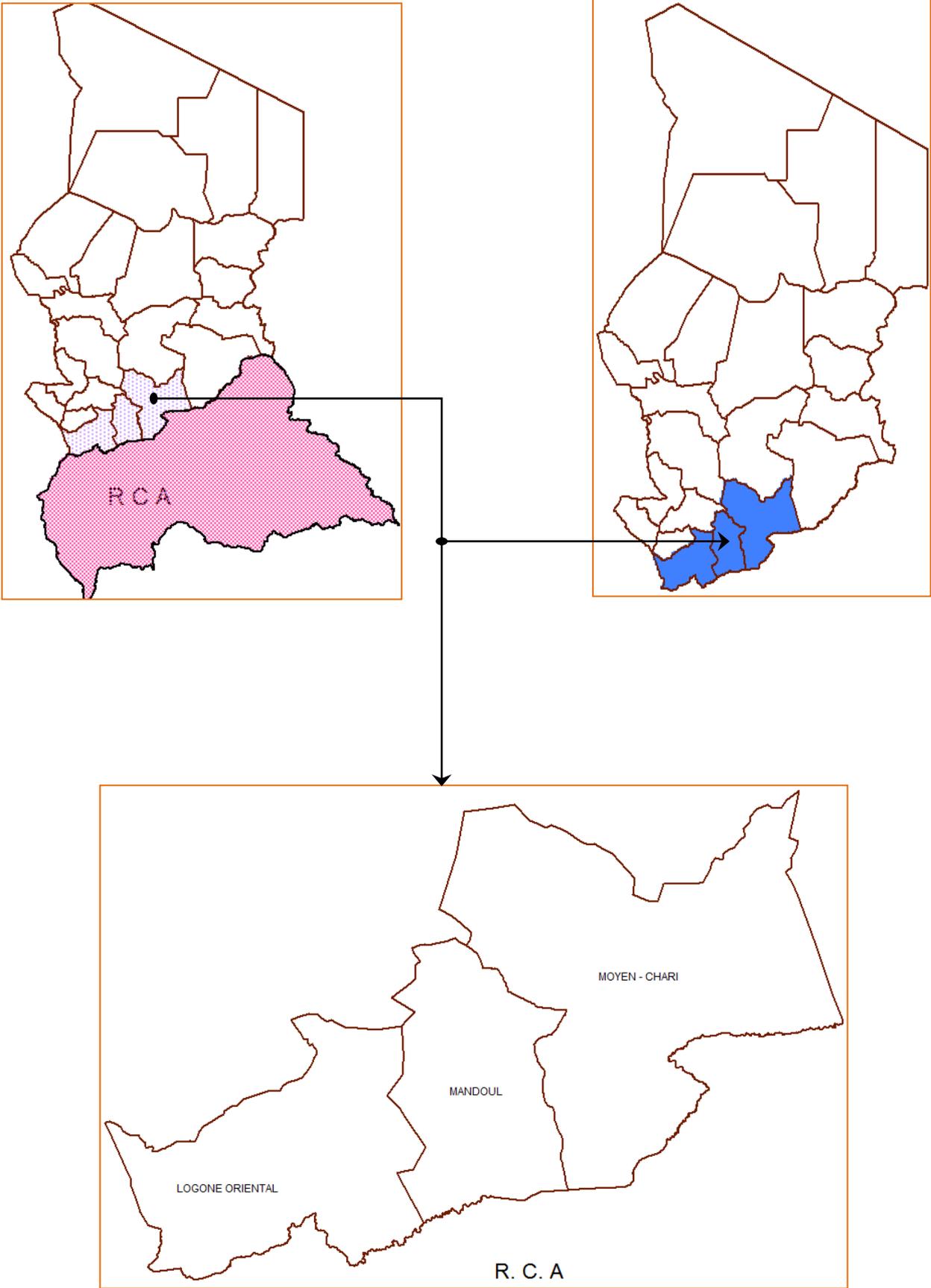
Par Dr PASSINRING Kedou, Enseignant – chercheur – Université de N'Djaména – Consultant national

N'Djaména, Mars 2014

TABLE DES MATIERES

1. Introduction : contexte et objectifs de cette expertise conjointe de la plateforme pastorale	4
1.2. Contexte socio – politique	4
1.2. L'importance des liens économiques et sociaux qui existaient avant la crise politico – militaire de la RCA	4
2. Approches méthodologiques	6
2.1. Géographie de la zone impactée par la crise au Tchad	6
2.2. Eléments de méthodes	6
2.3. Identification des parties prenantes et de leur potentiel d'intervention	6
2.4. Objectifs de la mission	7
2.5. Produits attendus	8
2.6. Déroulement de la mission	8
3. La crise centrafricaine et son impact sur l'élevage pastoral :	10
3.1. L'afflux massif des réfugiés	10
3.2. Caractérisation des éleveurs perturbés par la crise	11
4. Des risques majeurs pour la gestion des ressources et la paix sociale	16
4.1. Des risques alimentaires et économiques	16
4.2. Des risques importants de conflits difficiles à maîtriser	18
4.3. La situation après la crise : la montée des risques au Tchad	18
4.4. Les risques multiples liés à la concentration des troupeaux en zone soudanienne	19
4.5. Des risques sanitaires particulièrement importants pour le cheptel	20
5. Entreprendre des actions d'envergure pour atténuer les effets et anticiper les risques	21
5.2. Des actions essentielles dans l'urgence : santé et alimentation animales, médiation sociale	21
5.3. Mettre en œuvre une campagne de vaccination exceptionnelle	21
5.4. Organiser la distribution de l'aliment du bétail	22
5.5. Mobiliser les leaders locaux dans une campagne de sensibilisation et d'information dans les zones d'accueil	22
5.6. Des actions cruciales à inscrire d'ores et déjà dans le moyen et le long terme	23
5.7. Des actions à prévoir à moyen terme	23
5.8. Des actions structurantes pour mieux affronter les crises pastorales à plus long terme	23
6. PLAN OPERATIONNEL D'INTERVENTION D'URGENCE	25
7. PLAN OPERATIONNEL D'INTERVENTION A MOYEN ET LONG TERME	27
8. Budget prévisionnel estimatif	29
9. Conclusion	31
10. Bibliographie	32
11. CREDITS PHOTOS	33
12. ANNEXES	38

CADRE GEOGRAPHIQUE MULTISCALEAIRE DE L'ETUDE



1. Introduction : contexte et objectifs de l'étude

1.2. Contexte socio – politique

La zone soudanienne tchadienne couvrant le Logone oriental, le Moyen Chari, le Mandoul et le Sud de la région du Salamat, est fortement perturbée par les événements de la RCA. En effet, vers la fin du mois de décembre 2013, une crise politico - militaire suite au renversement du gouvernement en place par la rébellion de la SELEKA, a secoué ce pays voisin. Cette crise a rapidement pris une connotation ethno - religieuse: des bandes armées s'en prennent violemment aux éleveurs tchadiens et centrafricains. Les conséquences de ces exactions sont multiples : interruption de la transhumance transfrontalière Tchad - RCA, fuite des éleveurs centrafricains et tchadiens résidents en RCA vers le sud du Tchad, ...

Plusieurs missions organisées par le Ministère du Développement Pastoral et les organisations professionnelles des éleveurs ont été dépêchées au cours des dernières semaines pour rendre compte de la situation et mesurer les enjeux socio-économiques. La Présidence est aussi préoccupée par cette situation et est en relation avec les organisations des éleveurs et les autorités régionales pour prévenir les tensions possibles liées à cette situation exceptionnelle.

Le cluster sécurité réunissant les bailleurs de fonds est aussi en vigilance et tente de mobiliser des financements. Plusieurs interventions humanitaires sont en cours de préparation avec le risque que les spécificités pastorales de cette crise ne soient pas suffisamment prises en compte.

Face à cette situation, la Plateforme Pastorale a mis évidemment cette question à l'ordre du jour de son atelier de planification annuelle. Cette réflexion a abouti à la mobilisation d'une mission de diagnostic avec différents services et acteurs (Ministère d'Hydraulique Rurale et Urbaine, les Confédération des Eleveurs) aptes à préciser de manière opérationnelle les actions à mener dans le cadre d'une intervention en même temps indispensable et imminente.

1.2. L'importance des liens économiques et sociaux qui existaient avant la crise politico – militaire de la RCA

La Centrafrique est un pays voisin et frère du Tchad. Les deux peuples ont vécu jusque-là en harmonie. Ils se sont servis mutuellement de pays d'asile et de refuge. Pour preuve, en 1970, une sécheresse sévère a décimé la quasi-totalité du cheptel tchadien et les rescapés se sont repliés en République Centrafricaine à la recherche de l'eau et du pâturage. Depuis lors, la RCA est devenue leur deuxième patrie et ces éleveurs faisaient chaque année, la transhumance entre le Tchad et cette terre promise sans être inquiétés car ils bénéficiaient d'une sécurité qui leur est garantie par les autorités administratives et militaire de ces deux pays. Nous nous félicitons de ces beaux moments de cohabitation et profitons de ce micro pour remercier les autorités politiques et administratives d'alors de ces deux pays pour n'avoir ménagé aucun effort afin que l'élevage pastoral prospère entre ces deux frontières.

Avec la lutte pour le pouvoir entre les frères centrafricains ces deux dernières années, lutte qui s'est dégénérée en guerre civile puis en conflit ethno – religieuse, l'équilibre social entre les deux pays amis d'hier a été rompu et les conséquences sont nombreuses notamment les menaces faites aux populations étrangères vivant en RCA particulièrement les tchadiens. Aujourd'hui, le système d'élevage entre les deux pays est fortement perturbé et les enjeux sont nombreux et complexes.

En effet, le nord de la République centrafricaine et le sud du Tchad ont en commun un certain nombre de caractères géographiques. Cette zone géographique que partagent les deux pays jouissent d'un climat soudano – guinéen avec une tendance à la dégradation dans la partie nord (passage du climat soudano – guinéen au climat soudanien dans la partie tchadienne. Ce domaine climatique est caractérisé par deux saisons contrastées et

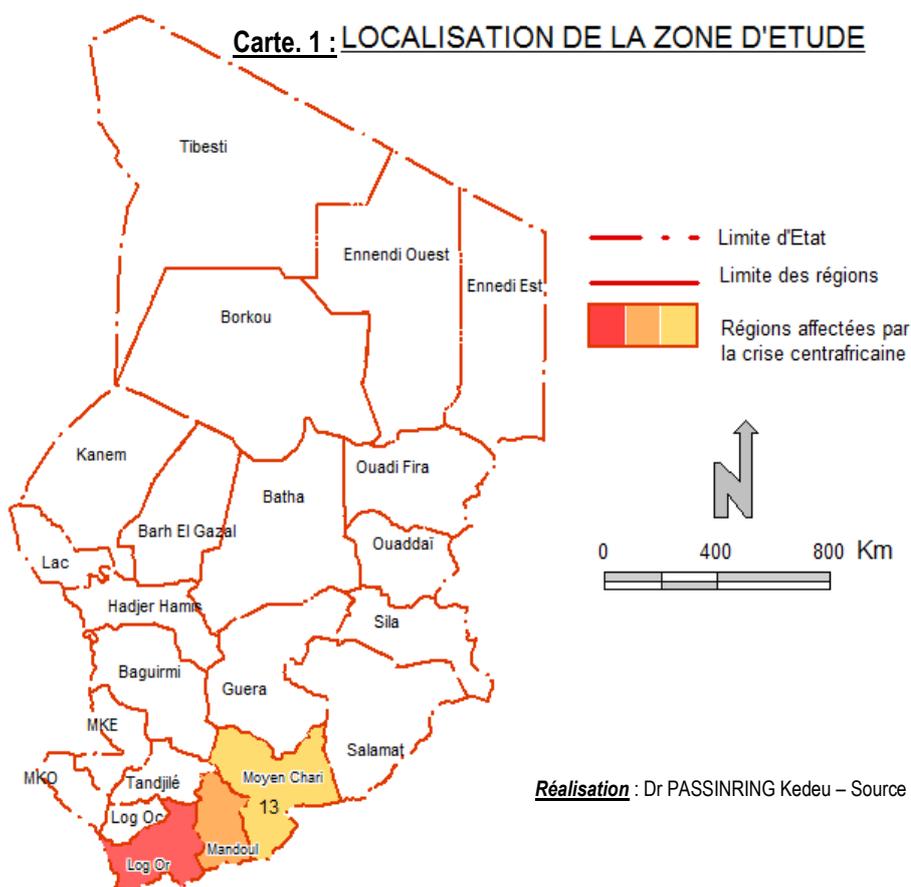
déséquilibrées : on note une saison humide aux pluies régulières de sept mois et une saison résolument sèche qui dure le reste de l'année. La moyenne annuelle des précipitations varie de 800 à plus de 1000 mm. Le contraste et le déséquilibre saisonnier s'accroissent au fur et à mesure qu'on descend en République centrafricaine avec des saisons des pluies plus longues et plus arrosées.

Ce climat entretient une végétation graduelle avec un type de savane arborée à boisée au nord et une forêt claire quand on progresse vers le sud. L'eau et les sols constituent pour les habitants une richesse importante.

Depuis des dizaines d'années, l'Afrique au Sud du Sahara subit des crises bioclimatiques aux conséquences socio-écologiques importantes. L'irrégularité très accentuée des pluies ces dernières années et l'augmentation de la population, s'accompagnent d'une dégradation des ressources naturelles existantes: sécheresse édaphique, baisse de la productivité des sols, extension des surfaces cultivées, développement de l'élevage, déprise du couvert végétal et altération générale des milieux naturels avec apparition de nouveaux faciès paysagers telle que la prépondérance des savanes. Cette situation de crise climatique fut à l'origine du repli des éleveurs tchadiens en RCA en 1970 à la recherche de l'eau et du pâturage suite à une sécheresse sévère qui a décimé la quasi-totalité de leur cheptel. Depuis lors, la RCA est devenue leur deuxième patrie et ces éleveurs font chaque année, la transhumance entre le Tchad et cette *terre promise* sans être inquiétés car ils bénéficiaient de la sécurité de ces deux pays.

Aujourd'hui, la situation s'est inversée et les enjeux sont différents. Avec le retour massif de ces éleveurs ainsi que l'arrivée d'importants réfugiés centrafricains au Tchad, les localités tchadiennes touchées par cette crise et qui constituent **le bassin tchadien de la crise centrafricaine** présente une configuration que résume la carte ci-dessous.

- Départements concernés : Monts de Lam, Nya – Pendé, Lac Iro, Barh Khô
- Localités touchées : Bitoye, Ngoundaye, Goré, Békan, Sido.



2. Approches méthodologiques

2.1. Géographie de la zone impactée par la crise au Tchad

La crise politico – militaire centrafricaine a franchi les frontières nationales. Au – de – là des régions nord de ce pays voisins du Tchad, la crise touche aujourd’hui 11 sous – Préfectures en République du Tchad :

- | | |
|----------------------------------|---------------------------------|
| 1. Bitoye (Monts de Lam), | 7. Bouna (Barh Sara), |
| 2. Goré (Nya – Pendé), | 8. Bekoumou (Barh Sara) |
| 3. Yamodo (Nya – Pendé), | 9. Dembo (Barh Sara) |
| 4. Goundey (Lac Iro), | 10. Sido (Grande Sido) |
| 5. Boum Kebir (Lac Iro), | 11. Djéké – Djéké (Grande Sido) |
| 6. Bebopen (Mandoul Occidental), | |

Six départements répartis dans trois régions administratives se trouvent désormais touchés politiquement, économiquement et socialement par cette dont on ignore jusque-là la fin. Il s’agit de :

- ✓ Les Monts de Lam, la Nya – Pendé et la Pendé dans la Région du Logone Oriental ;
- ✓ Le Mandoul Occidental et le Barh Sara dans la Région du Mandoul ;
- ✓ La Grande Sido et le Lac Iro dans la Région du Moyen - Chari.

L’objectif principal de cette étude est de mettre en place une stratégie d’aide aux éleveurs retournés et réfugiés de la RCA qui se trouvent en situation de détresse. Pour cela une mission de collecte de données sur le terrain a été organisée.

2.2. Eléments de méthodes

En prélude à cette mission, un certain nombre d’activités préliminaires ont été réalisées :

- a. Identification des circonscriptions administratives potentiellement touchées par la crise ;
- b. Identification des acteurs locaux : ONGs travaillant dans les zones de prédilection, structures de l’Etat directement concernées par la thématique de la mission (secteurs et postes d’élevage, association, ...) ;
- c. Elaboration de trois fiches pour la collecte des données :
 - ✓ Diagnostic des acteurs (typologie, effectif et caractérisation des éleveurs et des élevages) ;
 - ✓ Caractérisation des ressources pastorales (eau d’abreuvement, pâturages, aliments de complémentation, étude du rapport disponibilité/besoin des ressources) ;
 - ✓ Risque sanitaires système d’alerte.

Sur le terrain, des leaders de groupes ont été identifiés et avec eux, des entretiens ont été réalisés. Aussi quelques enquêtes par focus group ont été réalisées, cela en absence ou en raison de l’indisponibilité du leader.

Cette démarche a pour finalité :

- ✓ Inventaire précis des groupes de pasteurs et agro-pasteurs présents dans la région
- ✓ Repérage spécifique des pasteurs revenus de RCA
- ✓ Etablir un diagnostic des ressources pastorales pâturage, aliments du bétail et eau accessibles
- ✓ Evaluer les nouveaux risques sanitaires occasionnés par la plus grande concentration des troupeaux
- ✓ Cartographier le positionnement des acteurs

2.3. Identification des parties prenantes et de leur potentiel d’intervention

Plusieurs personnes et ONG ont été identifiées puis rencontrées comme des parties prenantes dans la gestion des éleveurs réfugiés et retournés suite à la tension politico – militaire de la RCA. Le tableau ci – dessous donne les détails sur leurs identités et leurs domaines de compétences respectifs.

Tableau 1 : Partenaires humanitaires et leaders des groupes ethniques

PARTIES PRENANTES	SITUATION	DOMAINE COMPETENCE	DE	LEADER		
				NOM ET PRENOMS	TITRE	ADRESSE
Ferrick de Bitoye	BITOYE	RAS		Weuti Gamandé	Chef de ferrick	92 73 77 59
Eleveurs retournés	-II-	-II-		Arno Bakari	Représentant	Non fournie
Comité de gestion des conflits	-II-	Médiation agriculteurs éleveur, éleveurs - éleveurs		Dinang Clément	Représentant	90 78 53 79
Fédération des éleveurs du Logone Oriental	Doba	Conseil – Information – Formation - Partenariat		Aboubakar Mahamat	Président	62 20 58 87
Canton Bitoye	BITOYE	Coordination traditionnelle des affaires		Salndouma Bernard	Chef de terre, représentant Chef de Canton	Non fournie
Fédération des éleveurs du Logone Oriental	Doba	Conseil – Information – Formation - Partenariat		Hassane Chabaka	Trésorier	99 76 01 96
Secteur d'élevage des Monts de Lam	Baïbokoum	Coordination technique		Weugabbe Eloi	Chef de secteur	66 48 35 97/99 61 90 23
Poste vétérinaire	Bitoye	Coordination technique		Dibo Bernard Félix	Chef de poste	66 28 96 79
S/Préfecture de Bitoye	-II-	Administration territoriale		Bandja Kigue	S/Préfet adjoint	62 94 36 95
Ferrick peul de Sido	Sido	Autorité spirituelle		Maire Issa Guidji	Chef de ferrick	91 96 36 79
S/Préfecture de Goundeye	Goundeye	Administration territoriale		Ganda Nangali	S/Préfet	66 48 63 39/95 72 73 96
Organisation Internationale des Migrations (OIM)	Bitoye	Prise en charge des réfugiés tchadiens		Lincoln Ngainga	Représentant local	62 93 33 24
Département des Monts de Lam	Baïbokoum	Administration territoriale		Mahamat Youssouf	Préfet	99 80 01 31

2.4. Objectifs de la mission

Cette mission comme indiquée dans les termes de référence (voir en annexe 1) vise deux objectifs :

a. *Actualiser le diagnostic des enjeux d'une intervention d'urgence pour sécuriser l'élevage dans ce contexte conjoncturel*

- Etablir un diagnostic rapide et précis de la situation pastorale dans les zones concernées par le reflux des éleveurs venant de la République Centrafricaine et le blocage des transhumants dans la zone soudanienne faute d'accès à ces espaces utiles mais en situation de crise.
- Faire un inventaire précis des groupes de pasteurs et agro-pasteurs présents dans la région : groupes, contacts des leaders des groupes, nombre de campements, familles par campement, types et effectifs des troupeaux,
- Repérer les groupes spécifiques des pasteurs revenus de RCA en intégrant leur situation avec ou sans troupeaux, de manière qualitative et quantitative et en recueillant les contacts des leaders des groupes ;

- Etablir un diagnostic des ressources pastorales : pâturage, aliments du bétail et eau, accessibles dans les régions considérées ;
- Evaluer les nouveaux risques sanitaires occasionnés par la plus grande concentration des troupeaux ;
- Identifier un système de report et d'alerte sanitaire dans les régions concernées et impliquant les services vétérinaires ;
- Evaluer les besoins d'urgence des différents groupes et anticiper sur les actions de LRRD.

b. Elaborer avec les acteurs concernés, des propositions opérationnelles d'intervention dans différents champs d'action complémentaires

- Proposer les actions de prévention sanitaire nécessaires et chiffrer les coûts à mobiliser ;
- Proposer des actions adaptées à la mobilisation des ressources alimentaires pour les troupeaux (amélioration et valorisation des aliments disponibles : mélasses, tourteaux, résidus de culture, transformation et fabrication locale, possibilité d'importation, accès à l'eau en lien avec le pâturage) ;
- Proposer des zones de replis où accompagner les pasteurs pour décongestionner les zones de forte concentration, en mobilisant les organisations paysannes locales et nationales pour favoriser des accords sociaux exceptionnels.

2.5. Produits attendus

La mission doit aboutir à la rédaction d'un rapport d'analyse précis de la situation et des propositions intégrant aussi les présentations des premières missions du MDPPA et des OP. Les résultats attendus de cette étude spécifique sont essentiellement les suivants :

- Les différentes catégories d'éleveurs concernés par la crise en RCA sont connues ainsi que leur position géographique ;
- Un état des lieux sur la situation sanitaire, alimentaire et des rapports sociaux est réalisé ;
- Les risques potentiels liés à cette concentration humaine conjoncturelle sont évalués ;
- Des mesures d'accompagnement d'urgence, à moyen et long termes sont proposées afin juguler la crise ;

En outre, un atelier de présentation des propositions aux autorités nationales et PTF sera organisé à la fin de la mission et le compte rendu de l'atelier annexé au rapport final de l'étude.

A ces quatre parties citées, s'ajoutent sur la caractérisation et les problématiques du secteur agropastoral à l'échelle du pays les documents annexes.

2.6. Déroulement de la mission

Pour réaliser ce travail de diagnostic, une équipe de la Plateforme composée de 07 personnes a été mobilisée. Cette équipe a reçu l'appui de la FAO (Goré et Koumra) et COOPI dans le Département de la Grande Sido : cantons de Maro, Moyo et Danamadji.

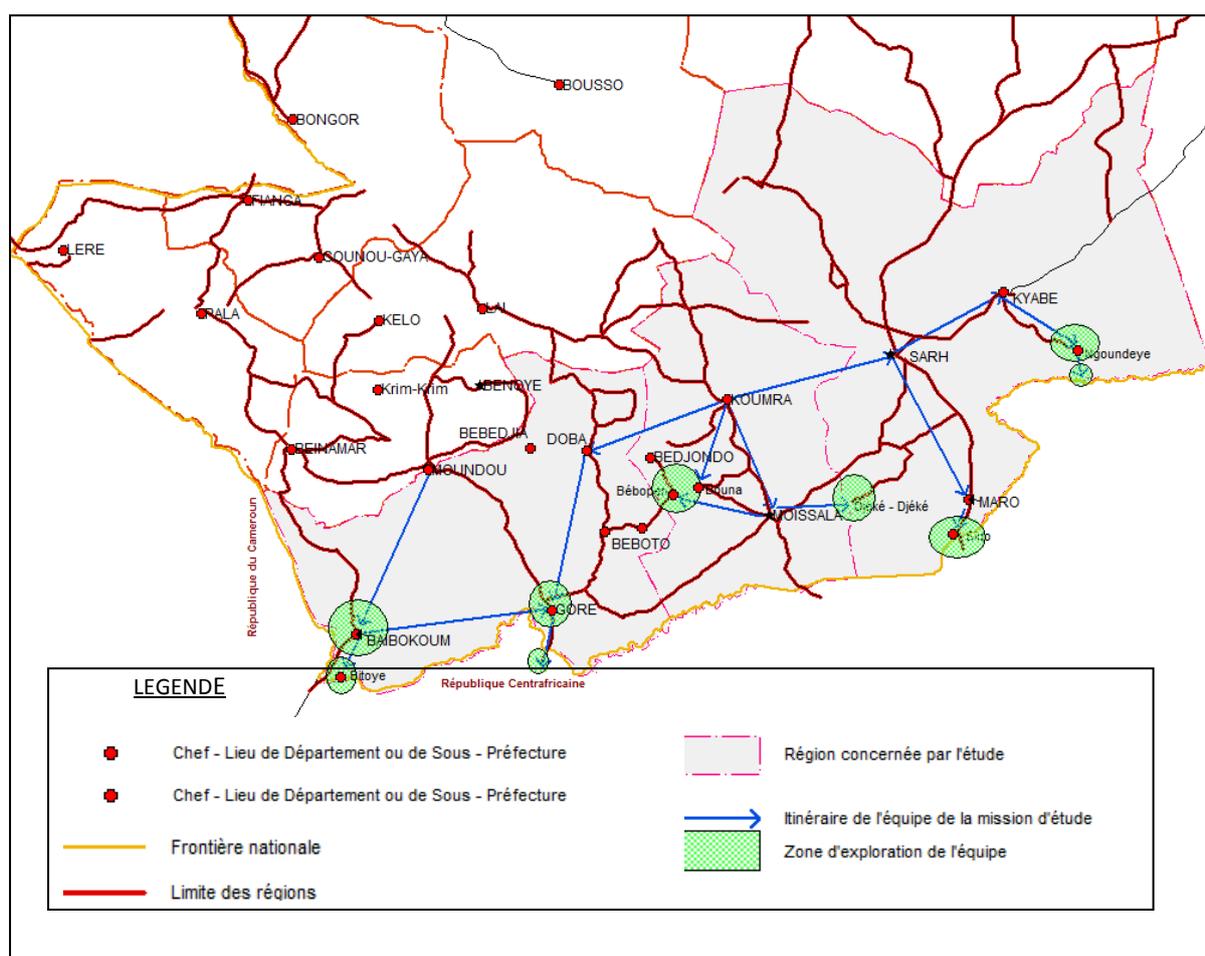
Tableau 2 : Equipe technique

EQUIPES	COMPOSITION	DEROULEMENT
Plateforme	<ul style="list-style-type: none"> • Dr Sougnabé Pabamé, expert en appui à la Plateforme ; • Dr Passinring Keudeu, Enseignant Chercheur, Consultant pour la mission ; • Dr. Abakar LI-hadji Mallah, chef de services vétérinaire de la DSV/MDPPA ; • Sabre Idriss Djaskamo, Cadre de la DHP/MHRU ; • Mahamat Nour, Représentant de la CONFENET ; • Adoum Aboufathi, Représentant de la CONORET ; • Ibrahim Tidjani, Doctorant, réfugié Centrafricaine 	04-14/03/2014

Pastorale		
FAO	<ul style="list-style-type: none"> Nodjimadji NGARDINGA, chargé du cluster sécurité alimentaire 	5-10/03/2014
COOPI	<ul style="list-style-type: none"> Nicolas Granmont, chef de projet « Aménagement des ressources naturelles partagées orienté à la prévention des conflits agriculteurs/éleveurs Charles Remadje Yoyelnan, superviseur de ce même projet Julien Dussart, chef de mission COOPI Nassinda Beldiguem, coordinateur national de l'Association de Médiation Entre Cultivateurs et Eleveurs au Tchad (AMECET). 	6-11/03/2014

Cette mission de diagnostic pastoral concerné six départements répartis dans trois régions administratives se trouvant désormais touchés politiquement, économiquement et socialement par cette crise dont on ignore jusque-là la fin (Cf. Carte d'itinéraire).

Carte 2 : Itinéraire de la mission d'étude



Il s'agit de :

- ✓ Les Monts de Lam et la Nya – Pendé dans la Région du Logone Oriental ;
- ✓ Le Mandoul Occidental et le Barh Sara dans la Région du Mandoul ;
- ✓ La Grande Sido et le Lac Iro dans la Région du Barh Kôh.

3. La crise centrafricaine et son impact sur l'élevage pastoral :

3.1. L'afflux massif des réfugiés

La lutte pour le pouvoir en République centrafricaine a produits des effets socio – économiques non attendus. Parmi les effets contraires qui a surpris tout le monde dans sa manifestation et son ampleur, la perturbation du système d'élevage dans les régions transfrontalières et le désarroi de cette communauté. Devenu rapidement une crise à connotation religieuse, les éleveurs majoritairement musulmans étaient visés dans la chasse à l'homme. Cette situation obligent donc ceux –ci à fuirent en direction du Tchad pour non seulement pour leur sécurité mais aussi et surtout pour celle de leurs biens représentés essentiellement par leur bétail. Dans leur fuite, certains ont perdus la vie, d'autres ont vu leur famille dispersée, et surtout beaucoup ont toute une partie importante de leurs troupeaux. Les troupeaux abandonnés dans la fuite se livrent à la destruction des champs, ce qui représente une menace pour la sécurité alimentaire dans la région car avec la destruction des récoltes, le spectre de la famine est omniprésent dans ces territoires en détresse.

Certains qui ont pu franchir la frontière tchadienne se sont heurtés à d'autres phénomènes tels que la rareté voire le manque de pâturage, les exactions des forces de sécurité tchadiens qui n'hésitent pas à escroquer ou rançonner ces réfugiés et retournés en détresse, la méfiance des habitants sédentaires, ... D'où leur concentration à proximité de la frontière centrafricaine avec l'espoir d'y retourner dès la fin de la crise. Malheureusement, leur attroupement à proximité de la frontière les expose aux représailles de groupes armées centrafricaines qui font régulièrement des incursions en territoire tchadien enlevant des bétails ou tuant certain pour leur alimentation. C'est le cas du vol à Bitoye le 15 février 2014 de 102 bovins et 20 ovins dont grâce à l'intervention du sous – Préfet une partie des bêtes a été récupérée (*voir PV de négociation en annexe*).

L'arrivée simultanée et en un temps très court de milliers des réfugiés et retournés de la crise centrafricaine à soumis ceux – ci à un rythme de vie sous pression à cause de la prévalence de l'insécurité, de la rareté de nourriture et des ressources pastorales (eau, pâturage, aliment de complément), risque sanitaire, contrainte sociales (cadre sanitaire et hygiénique indécents, ...). Sur le terrain, les réfugiés déplorent la détresse des femmes à terme d'accouchement et des nouveaux – nés sans abris et donc exposés aux infections et risques de maladies tout genre.

Face à cette situation, des organismes de solidarité internationale se sont mobilisés pour apporter des soutiens substantiels. Parmi ceux – ci, on note l'OIM qui s'occupe de la prise en charge exclusif des retournés tchadiens, le CNAR qui a en charge les réfugiés centrafricains et le TCM s'occupant des ressortissant du troisième pays tel que camerounais, sénégalais, maliens,

Mais cet élan de solidarité de la part des ONG se trouve heurté à des difficultés d'accès à certains sites faute de pistes carrossables mais aussi de l'hypocrisie de la population qui manque de sincérité et d'objectivité dans leur déclaration. Cet état de fait rend difficile la répartition optimale des aides matérielles disponibles.

En outre, les infrastructures d'accueil et de soutien mises en place par les ONG deviennent tristement des sources de conflit d'appropriation et d'usage entre les réfugiés et les autochtones ; d'où le climat de méfiance latent qui règne entre ces communautés pourtant appelées à vivre désormais ensemble

En somme, on peut résumer les problèmes des nouveaux citoyens venus de la RCA en 5 points essentiels :

1. L'équilibre moral et psychologique : Les témoignages des victimes montrent combien leur moral est au plus bas après la perte quasi-totale de leurs troupeaux, principale ressource, la torture voire l'assassinat à bout portant des membres de la famille, la disparition des enfants ou des membres de la famille, ...
2. L'intégration sociale : après plus de 40 ans d'exil, l'intégration sociale est difficile pour ces tchadiens qui retourne au bercail sans ressource. Cette situation est davantage plus difficile pour les centrafricains qui n'ont que méfiance (mais pas mépris) vis-à-vis des autochtones tchadiens.

3. Les pertes subites : Ces éleveurs ont tous perdus ou presque. Les pertes sont tant humaines que matérielles. Un témoignage d'une victime confirme les faits : « **Mes 4 enfants et mes 2 épouses ont été assassinés puis brûlés en ma présence. Plus de 300 têtes de mon bétail a été exterminées le même jour** ». Des tels actes sont quotidiens et les éleveurs ne savent plus à quel saint se vouer car les actions bon cœur que chantent les médias non seulement s'orientent presque exclusivement vers les populations sédentaires et agricole mais aussi et surtout porter sur l'aide matérielle alors que l'aspect médiation, sécurité et conseil psychologique sont oubliés. Vu les pertes matérielles humaines, financières et matérielles qu'ils ont subies, les éleveurs réfugiés et retournés de la RCA campés à Sido, dans le Département de la Grande Sido, a adressé au Chef de l'Etat une lettre de doléances, demandant son intervention personnelle en leur faveur (*voir annexe*).
4. Le manque chronique des ressources : Aujourd'hui, les éleveurs et le cheptel rescapés manquent cruellement de ressources. Les animaux sont confrontés au déficit chronique de pâturage surtout que le sud tchadien est moins pourvu de pâturage que le territoire centrafricain. Leur aventure en RCA pour ce besoin les expose aux exactions des politico – militaires et les points d'eau pour l'alimentation du bétail se font de plus en plus rares surtout en ce moment de haute saison défavorable. S'agissant des hommes, ils souffrent presque tous de la sous – alimentation et de la malnutrition. Cette mauvaise situation alimentaire se traduit sur leur physique par la persistance des peaux sèches, des visages ratatinés et des embonpoints trompeurs et inquiétants.
5. Les risques sanitaires : Le désordre social provoqué par la crise centrafricaine expose les éleveurs plus que tous les autres catégories sociales à des maladies endémiques tropicales telles que paludisme, maladies diarrhéiques, ... et bien d'autres maladies infectieuses comme les maladies sexuellement transmissibles ainsi que d'autres pathologies opportunistes liées à celles – ci. En effet, à cause de la condition d'habitat éphémère ainsi que leur position géographique, les éleveurs ainsi que leur bétail ne bénéficient quasiment plus des vaccinations et des soins de prévention ou d'urgence.

3.2. Caractérisation des éleveurs perturbés par la crise

Nous sommes conscients de la complexité de cet exercice qu'est la typologie car chaque unité domestique se distingue par sa manière de gérer son cheptel mais aussi d'utiliser les pâturages. A défaut de ne pas pouvoir aborder tous les systèmes d'élevage qu'on s'est adonné à cet exercice qui n'est autre chose qu'une forme réduite ou simplifiée de la réalité. Notons également que la classification des différentes formes du système d'élevage dans la zone soudanienne n'est pas aisée car leurs relations respectives avec l'agriculture sont empreintes de complexité et peuvent varier en fonction des zones, des groupes et des écosystèmes (Sougnabé et al. 2012).

Quelques données issues de nos enquêtes portant sur le pasteur lui-même, sur son environnement social et économique, sur son cheptel et sur sa conduite alimentaire nous ont permis d'appréhender trois systèmes d'élevage pratiqués dans la zone que sont *le système agro-élevage, le système agro - pastoral et le système pastoral*.

Le système agro-élevage

C'est un système d'élevage intégré à l'exploitation agricole qui constitue un exemple-type de l'intégration de l'agriculture et de l'élevage. Les animaux valorisent mieux les résidus de culture tout en fertilisant les champs dans le même temps. Dans ce système, les troupeaux ne sortent qu'exceptionnellement du terroir villageois, ou du moins reviennent chaque jour dans la concession de leur propriétaire. Il s'agit là d'un élevage dans le sens générique du terme, et non pas de pastoralisme, car on parle du village et non du campement. Le bétail s'inscrit dans une économie d'appoint qui correspond souvent à un degré d'enrichissement du producteur agricole, qui renferme plusieurs espèces dans l'exploitation : bovins, ovins, caprins, porcins, etc. Les acteurs de ce système d'élevage sont constitués en grande partie par des agriculteurs souvent appelé agro-éleveur ou agriculteur-éleveur pour ne reprendre le terme employé par Bonfiglioli (1990). Cependant, l'effectif du cheptel y est faible, il est compris entre 2 et 30 têtes.

Le système agro-pastoral

Les acteurs de ce système se sont fixés mais la mobilité caractérisée par la transhumance du troupeau reste encore un temps fort de leur système de production. Le système intègre d'une manière structurelle l'agriculture vivrière et fait appel à deux types habitats : habitat fixe et habitat mobile. Il se caractérise aussi par une plus grande stabilité territoriale qui autorise un contrôle social sur l'espace pâturé. La résidence fixe est l'espace où une partie de la famille passe la saison des pluies. Il représente aussi le parcours de saison sèche. Les animaux y sont conduits en saison sèche pour exploiter les résidus de récolte. Par contre, en saison des pluies, les animaux sont conduits loin des espaces agricoles, seuls les bergers et certains fils mariés accompagnent les troupeaux. En temps normal, ces déplacements saisonniers amènent souvent certains en saison sèche à traverser la frontière nationale pour se rendre en république centrafricaine. Ce système est pratiqué par les agro-pasteurs peuls et arabes Ndakara. La plupart des éleveurs de ce groupe ont un effectif bovin en dessus de 50 têtes. Ce nombre ne leur permet plus de subvenir aux besoins de leur famille et de ces faits, plusieurs stratégies sont mises en œuvre. Elles vont de la pratique agricole pour éviter une forte ponction sur le cheptel, à l'exode en ville, en passant par la location de la force de travail de certains membres de la famille (se faire embaucher comme berger dans d'autres unités domestiques).

Le système pastoral

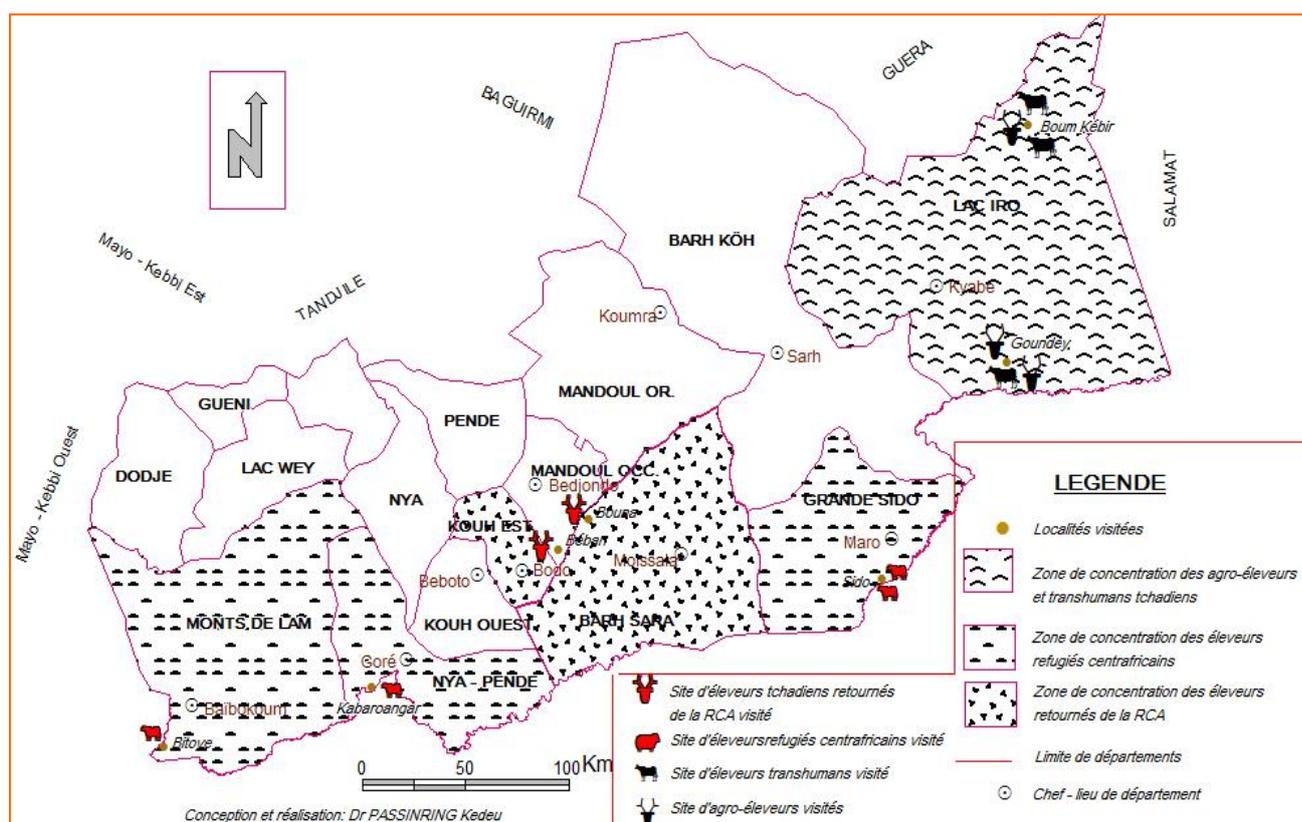
Ce système d'élevage se distingue des autres par la mobilité sans base fixe. Leurs mouvements se font du Nord-ouest du pays et du Tchad vers la RCA (Ndele, Badangafo, Bouzoum et Kobo, etc.).

Les acteurs de ce système appelé pasteurs ou transhumants tout court se déplacent continuellement avec toute la famille et leurs animaux. Leurs déplacements ne s'effectuent pas nécessairement entre deux types d'habitat, mais seulement guidés par le souci de trouver des aires de pâture qui puissent satisfaire les besoins nutritionnels des animaux et surtout éviter les conflits et les zones d'insécurité. Ce système d'élevage caractérise les pratiques pastorales des Peuls Oudabé, waïla et Ouddah (moutonnier), des Arabes Foulaité, Misserié (rouge et noir) et les Salamanié. Ces éleveurs sont des grands propriétaires de cheptel : leur effectif bovin varie entre 70 à 400 têtes par ménage. Ces grands effectifs dépassent généralement la capacité de la main d'œuvre familiale¹. Ces groupements d'éleveurs procèdent souvent soit au recrutement de la main d'œuvre extérieure (généralement en milieu paysan) pour scinder l'effectif en plusieurs troupeaux, soit placer certains animaux en confiage dans d'autres ménages.

Le statut des éleveurs rencontrés

On rencontre trois statuts parmi les éleveurs résidents dans la zone soudanienne concernée par la crise centrafricaine : les éleveurs tchadiens, les revenus de la RCA et les réfugiés de la RCA repartis entre le Département des Monts de Lam et le Lac Iro en passant par les Départements de La Nya - Pendé et la Grande Sido.

¹ Au dessus de 300 têtes de bétail, il est rare que la main d'œuvre familiale soit suffisante. Le cheptel est scindé en plusieurs troupeaux. Ce qui nécessite l'emploi d'un berger salarié.

Carte 3 : REPARTITION DES ELEVEURS SELON LEUR STATUT

Les éleveurs tchadiens

Ce sont des éleveurs Tchadiens (agro-pasteurs et pasteurs transhumants) qui n'ont pas pris le risque de traverser la frontière. Ils se sont plus installés dans la région du Lac-Iro : Bom-Kébir, Gondé situé au Sud – Est de Kyabé, proche de la frontière centrafricaine.

Tableau 3 : Estimation de l'effectif des pasteurs transhumants tchadiens

N°	Groupe Ethnique	Localité	Nom du Leader	Nombre de ménages	Population estimées	Effectif du cheptel Bovin
1	Peulh Danedji	Mbaïbokoum	Matchoudo Djato	15	105	500
2	Peulh Hontabe	Goré	Souleymane Ousane	100	700	1000
3	Peulh Ouba	Goré	Mahamat Adam	85	600	4250
4	Arabe Salamat	Komba/Goré	Ahmat Mahamat	35	245	700
5	Arabe	Kabarongar	Younousse Barakatallah	1	2	200
6	Arabe	Kabarongar	Mahamat Sossal	4	20	1080
7	Arabe	Kabarongar	Bourma Iselle	1	3	400
8	Peulh	Kabarongar	Ardo Bouba	10	110	2000
9	Arabe	Kabarongar	Alhadj Moctar Taher	2	8	600
10	Arabe	Chaw/Goré	Dahab Adam	12	84	3000
11	Peulh	Chaw/Goré	Ousmane Bello	20	150	15000
12	Arabe Falayité	Ngondeï/Bossa/Dangaraye	Abdelkerim	100	600	2000
13	Arabe Salamanié	Ngondeï/Bossa/Dangaraye	Al AZ Salah	110	600	2000
14	Arabe Alaoné	Ngondeï/Bossa/Dangaraye	Mirehil	40	280	500

15	Peulh Oyla	Ngondeï/Bossa/Dangaraye	Abakar Moussa	30	240	500
16	Peulh Djabdo	Moïssala/Bouna	Ali Ngakel	150	1050	15000
17	Arabe Missérié	Moïssala/Bouna	Gassara	70	420	10000
18	Peulh Sankara	Moïssala/Bouna	Malo Mohamadou	35	245	2000
19	Peulh Oyla	Moïssala/Bouna	Ayouba	75	525	4000
20	TOTAL			895	5987	64730

A ces éleveurs, s'ajoutent les agro-éleveurs et les agro-pasteurs qui ne transhument qu'à l'intérieur de la zone soudanienne. Bien que les agro-pasteurs se retrouvent sur l'ensemble de la région, on constate une forte concentration dans la vallée du Mandoul.

Tableau 4 : Estimation de l'importance des agro-éleveurs et agro-pasteurs autochtones

N°	Groupe Ethnique	Localité	Nom du Leader	Nombre de ménages	Population estimée	Effectif du cheptel Bovin
1	Peulh Bakolodji	Mbitoye	Alhadji Kakalé	13	130	1600
2	Peulh Djoufoune	Mbitoye	Weti Gamandi	60	420	2700
3	Arabe Mimi	Mbitoye	Lamadine	20	300	830
4	Peulh Djoufoune	Mbitoye	Alhadji Amadou	50	600	3800
5	Peulh Sissilbé	Goré	Alhadji Kiro	21	800	6000
6	Peulh	Goré	Hassaballah Baldo	15	100	4700
7	Arabe	Kabarongar	Abdoulaye Ohya	1	13	400
8	Arabe	Kabarongar	Ali Moudardam	5	12	800
9	Peulh	Kabarongar	Yaya Mohamadou	2	19	250
10	Zakhawa	Kabarongar	Hamit Tom	9	36	1800
11	Arabe Missérié	Maro Ridina	Adam Ahmat	70	360	2900
12	Peulh Baguirmi	Bouna	Haroun Mamadou	60	420	7000
13	Arabe Missérié	Sido	Idrse ALI Mossa	60	417	48000
14	Peulh Danédjé	Bepan	Alhadji Sambo	140	1000	50000
15	TOTAL			526	4627	130780

Les revenus de le RCA

Parmi les nouveaux venus dans la zone, on rencontre des éleveurs tchadiens qui ont migré en RCA depuis une vingtaine d'années. Suite à la crise, ils ont traversé la frontière pour se réfugier au Tchad. Parmi ce groupe, il y a des éleveurs sans moyens d'existence et des éleveurs avec leurs troupeaux. Ils sont plus nombreux dans la région du Mandoul : Boumo dans le Département de Moïssala, Bepan dans le Département de Bédjondo.

Tableau 5 : Estimation de l'importance des retournés tchadiens et leur cheptel

N°	Groupe Ethnique	Localité	Nom du Leader	Nombre de ménages	Population estimée	Effectif du cheptel Bovin
1	Arabe	Goré	Gara Inné	86	602	4300
2	Arabe	Goré	Alhadji Idrisse Youssouf	60	420	3000
3	Arabe	Goré	Mahamat Imam Issakha	80	560	4000
4	Arabe	Békominga	Mahamat lbed	1	2	140
5	Arabe Missérié	Maro Ridina	Mahamat M	60	420	3000
6	TOTAL			287	2004	14440

Les réfugiés de la RCA

Ce sont les éleveurs centrafricains constitués majoritairement des peuls qui pratiquent aussi la petite agriculture de subsistance (agro-pasteurs). Ils ont fui la situation en Centrafrique pour la Tchad, laissant parfois derrière eux, toute ou une grande partie de leur biens en particulier le bétail. Ils sont identifiés majoritairement dans le Département des Monts de Lam plus précisément dans la Sous-préfecture de Bitoye), dans le canton de KabaRoigar, dans le terroir du village de Komba. On les rencontre aussi dans la Sous – Préfecture de Sido dans le Département de la Grande Sido, frontalier avec la République Centrafricaine.

Tableau 6 : Nombre et dénomination des campements

N°	FERRICK/VILLAGE	STATUT	GROUPE ETHNIQUE	NOM DU LEADER	NOMBRE DE MENAGES		EFFECTIF BOVIN EN TROUPEAUX	ANIMAUX PERDUS
					Ménages	Effectif		
1	Karane/Bitoye	Réfugiés RCA	Peulh Djafanne	Bakari Garba	25	256	75	300
2	Dim/RCA/Bitoye	- // -	Peulh/Danéjji	Bakari Ousane	15	90	5	220
3	Bitoye	- // -	Peulh /Baguirma	Ardo Ali Amadou	15	90	12	1080
4	Bokaranga/Bit	- // -	Peulh/Rahadji	Alhadji Amadou	500	3000	500	40000
5	Bokaranga/Bit	- // -	Peulh kassimankoi	Ali Gamandi	5	30	5	370
6	Bokaranga/Bit	- // -	Peulh Oubah	Adamou	25	256	6	150
7	Bokaranga/Bit	- // -	Peulh Hamarankou	Moussa Diallo	14	84	5	140
8	Baïbokoum	- // -	Peulh Danéjji	Oumar Mht Egui	8	48	40	0
9	Banguï/Sido	- // -	Peulh et Arabe	Hisseine Doukhour	500	3000	70	3270
10	Bouali/ Sido	- // -	Peulh Ndoti wanki	Maire Issa Guidji	100	600	1000	Sans Inf
12	Komba/Goré	- // -	Peulh Danedji	Elhadj Sinde	3	18	250	1000
13	Komba/Goré	- // -	Peulh Sankara	Adamou Mht	1	6	4	35
14	Komba/Goré	- // -	Peulh Goradjé	Abdoulaye Yao	10	60	6	300
15	Komba/Goré	- // -	Peulf Djafoul	Khalil Ibrahim	9	54	8	38
16	Komba/Goré	- // -	Peulh Hamarinkedji	Saliou Babari	5	30	1	70
17	Komba/Goré	- // -	Peulh Danedjé	Ousmane Kola	10	60	120	200
18	Komba/Goré	- // -	Arabe Salamat	Ahmat Mahamat	35	210	35	160
20	Bepan/ Bedjondo	- // -	Peulh Danéjji	Alhadji Lelo	70	420	3	250
21	Bepan/ Bedjondo	- // -	Peulh Danedji	Alhadji Sambo	1000	6000	1000	0
22	Doguimona/NGondei	- // -	Arabe Salamanié	Mahamat Anour	24	144	24	0
1	Goré	- // -	Peulh Hamarakanko	Abakar Naiwa	70	490	0	Total
2	Bitoye	- // -	Peulh Djafoune	Bakari Garlis	25	175	0	Total
3	Bitoye	- // -	Peulh Danéjji	Bakary Ousmane	15	105	0	Total
4	Bitoye	- // -	Peulh Baguirmi	Ardo Ali Ahmadou	15	105	0	Total
5	Bitoye	- // -	Peulh Rahadji	Alhadji Hamidou	100	700	0	Total
6	Bitoye	- // -	Peulh Kamnanlo	Ardo Ali Gamandi	5	35	0	Total
7	Bitoye	- // -	Peulh Djafoune	Djibo Bello	20	140	0	Total
8	Bitoye	- // -	Peulh Ouba	Adamou Nguibi	25	175	0	Total
9	Bitoye	- // -	Peulh Hamaranko	Moussa Diallo	14	98	0	Total
10	Bepan	- // -	Peulh	Zadou Oumarou	50	300	0	Total
11	Bepan	- // -	Peulh Danéjji	Alhadji Lelo	70	490	0	2100
21	TOTAL				2783	17269	3169	49683

4. Des risques majeurs pour la gestion des ressources et la paix sociale

Le contexte climatique du sud tchadien (climat soudanien à tendance soudano –sahélienne) fait des zones affectées par la crise centrafricaine, des zones à pâturage naturels précaires. En effet, les pâturages naturels assez importants sont concentrés dans les zones humides (burrelets des berges, plaines alluviales, dépressions humides, ...).

Avec la concentration des troupeaux réfugiés et retournés, l'insuffisance voire le manque des pâturages est devenu chronique. L'accès aux rares ressources en eau et en pâturage disponible est devenu difficile, parfois impossible et suscite par endroit beaucoup de conflits d'usage entre les trois catégories des usagers que sont les éleveurs autochtones (agro – éleveurs et transhumants), les éleveurs retournés de la RCA et les éleveurs réfugiés.

Avec la forte concentration du cheptel dans la région, les risques de conflits d'usages sont grands et très diversifiés.

4.1. Des risques alimentaires et économiques

Les constats sur le terrain ont mis en exergue plusieurs faits saillants qui montrent qu'il s'agit d'une crise pastorale de grande envergure qui a été caractérisée par un déficit fourrager généralisé. Aux conditions climatiques médiocres de 2013 auxquels il faut ajouter les feux de brousse généralisés de la zone, laisse une situation catastrophique sur le plan alimentaire. Cette situation pousse les éleveurs à se concentrer dans les niches écologiques les plus favorables comme c'est le cas de la vallée de Mandoul.

Les risques de mortalité d'un bétail sous-alimenté, et l'impérieuse nécessité où se trouvaient les éleveurs, descendus en zone soudanienne, les obligent à vendre des bêtes pour acheter de la paille (et aussi pour acheter des céréales). Cette situation a provoqué dans certaines zones une chute vertigineuse des cours.

Par ailleurs, les revenus de la RCA qui ont perdu des repères sociaux et les réfugiés qui n'ont aucun repère au Tchad se sont installés entre 5 et 10 Km tout le long de la frontière faisant des incursions nocturnes en république Centrafricaine. De ce fait, ils deviennent des « proies » pour des « hommes en armes » se trouvant de l'autre côté (Voir encadre n°1).

Encadré X : Récit du sous-préfet de Bitoye (Baibokoum) et d'un éleveur de KabaRongar (Goré)

Le sous-préfet

Un éleveur peul réfugié du nom X qui se rend la nuit sur le territoire centrafricain près de la sous-préfecture de Godaye. Il se fait enlever ces 102 têtes de bovins plus 20 montons. Etant alerté, le sous-préfet entreprend par des personnes interposées la médiation pour récupérer le cheptel de X. Les « racketteurs » reconnaissent les faits mais vouent n'avoir saisi que 58 têtes de bovins et 7 moutons. Ils justifient cette saisie de troupeau par les dégâts causés par ces animaux dans les champs centrafricains et réclament 3 000 000 de FCFA comme dommage et intérêt. Le nombre reconnu a été finalement récupéré par le versement la somme de 1.500 000 FCFA (voir en annexe X le procès-verbal de la médiation). Entre temps une vache allaitante est revenue tout seul pour rejoindre son veau. Cela suppose que Les 43 bœufs et les 12 moutons sont retenus quelque part.

L'éleveur X

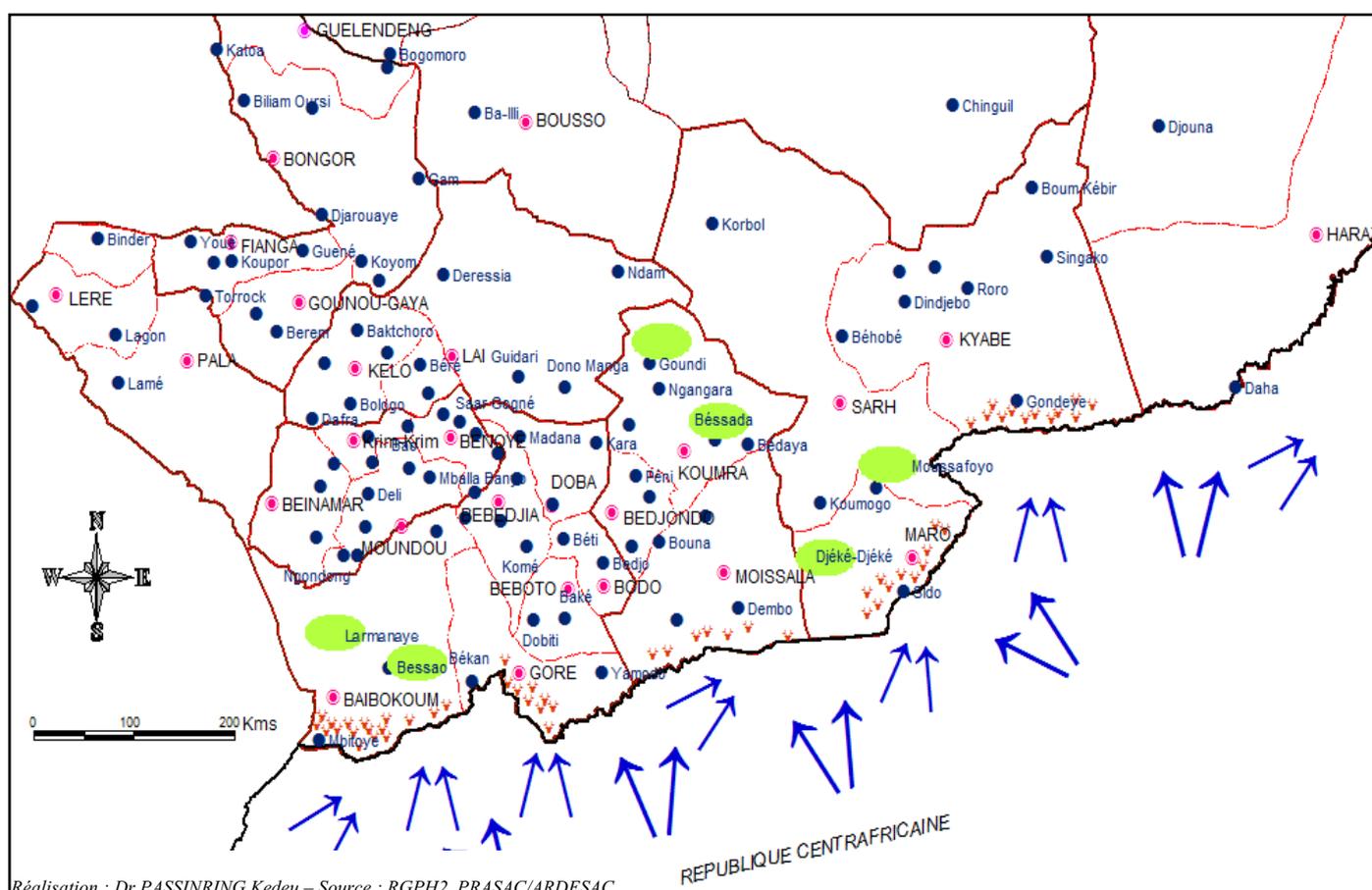
Nous sommes (Peuls) installés à 5 km de la frontière Tchad-RCA. Au Tchad, le sol est nu à cause des feux de brousse et par contre du côté de la RCA il existe encore de pâturage et surtout il commence à pleuvoir. Nos animaux sont devenus faibles et nous sommes obligés de les envoyer du côté de la RCA. La semaine passée (entre 1-4 mars 2013), Les hommes en arme ont tiré sur les bergers (au nombre de 3 personnes) qui ont fui n'abandonnant pas les animaux. Les deux bergers ont pu regagner le campement mais on est resté sans nouvelle du troisième berger. Pour les animaux, on espère plus, parce qu'il n'y a pas de possibilité d'aller à leur recherche ?

Par contre, là où il existe encore de pâturage, il manque des points d'eau. C'est le cas notamment du nord de Bessada et Ngondi dans la Mandoul, Mbaissaye dans le Mont de Lam, Belama et Doumdogo à Goré et le sud de Djeké-Djeké et la rive droite du Chari dans la sous-préfecture de Moussafoyo.

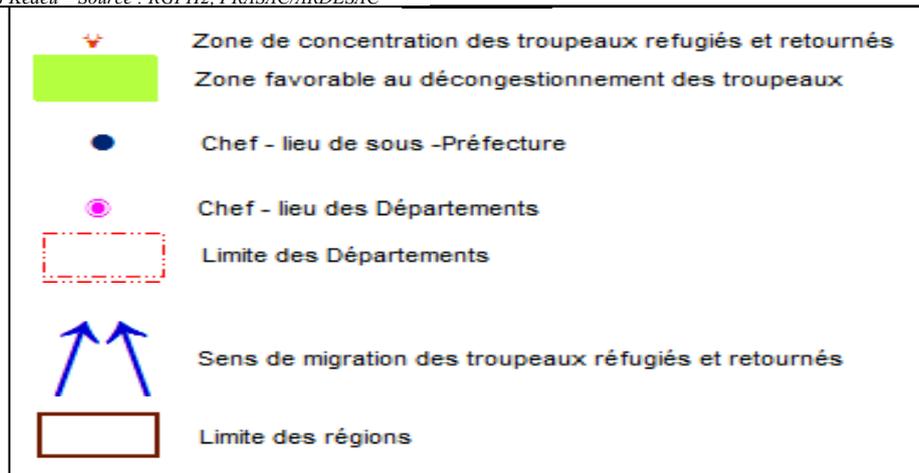
Quoique disponible et suffisant, le bétail a besoin d'une complémentarité de nourriture par des résidus de récolte (tiges, chaumes, fanes, ...) et des dérivés industriels (son de riz, coques, tourteau de coton et/ou d'arachide, ...). Cependant, la disponibilité de ces ressources reste une préoccupation majeure de tous les acteurs (éleveurs autochtones et réfugiés, sédentaires et transhumants, agriculteurs et industriels). La tendance constatée sur le terrain est celle de la spéculation des prix d'une part et de la préférence des clients crédibles, d'autre part. A titre d'exemple, le prix d'un sac de tourteau de coton varie de 6000 FCFA à 24000 FCFA d'un département à un autre.

D'une manière générale, la solution à la crise alimentaire peut être en partie résolue par l'identification des nouvelles zones de pâturage et envisager le transfert des éleveurs vers ces « nouvelles terres promises » afin de décongestionner celles actuellement en proie à une forte concentration. A cet effet, les zones septentrionales des sous – préfectures de Bessada, de Goundi ainsi que tout le terroir de Larmanaye, l'ouest de la sous – Préfecture de Bessao, la partie méridionale de la sous – Préfecture de Djéké – Djéké ainsi que la rive droite du Chari à la hauteur de Moussafoyo.

Carte n° 4 : Esquisse d'identification des zones pouvant servir à décongestionner les terroirs d'accueil



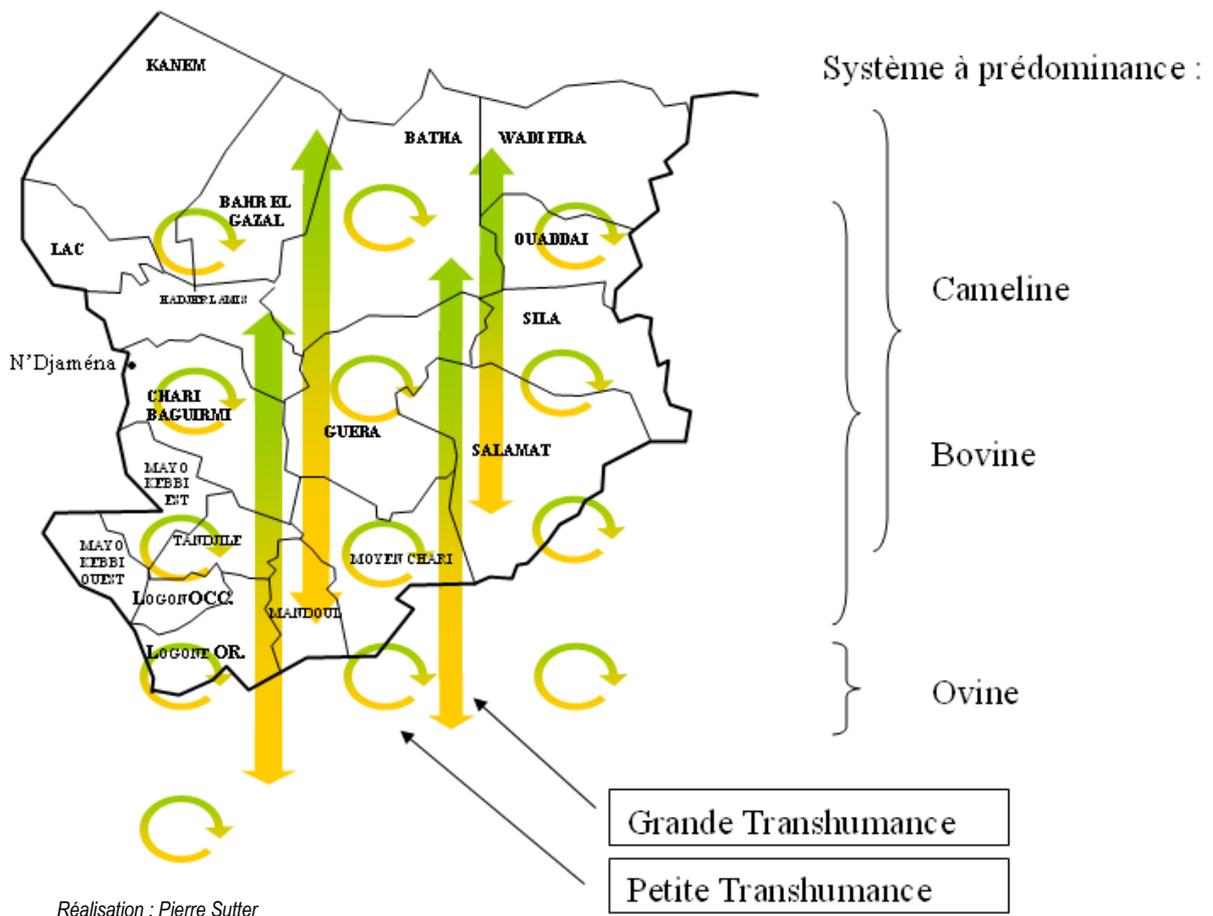
Réalisation : Dr PASSINRING Kedou – Source : RGP2, PRASAC/ARDESAC



4.2. Des risques importants de conflits difficiles à maîtriser

La mission a constaté aux dires des agriculteurs et les éleveurs autochtones une certaine volonté d'accueillir ces éleveurs en situation de détresse. Face à la rareté des ressources et à l'approche de la nouvelle campagne agricole, les risques d'une recrudescence des conflits sont certaines: « on les accueille sur nos territoires parce qu'ils ont des problèmes en RCA, mais ils ne donnent du respect à personne. S'ils continuent à se comporter de la manière, on n'acceptera pas qu'ils restent chez nous » nous dit un chef e canton. « Nous sommes restés depuis 20 ans dans cette région et personne ne s'est occupé de nous. Maintenant que des éleveurs venus d'ailleurs que le gouvernement se mobilise pour leurs venir en aide. Je trouve ça inadmissible » a déclaré un éleveur de la région du Mandoul.

Carte 5 : Mouvements de transhumance avant la crise centrafricaine

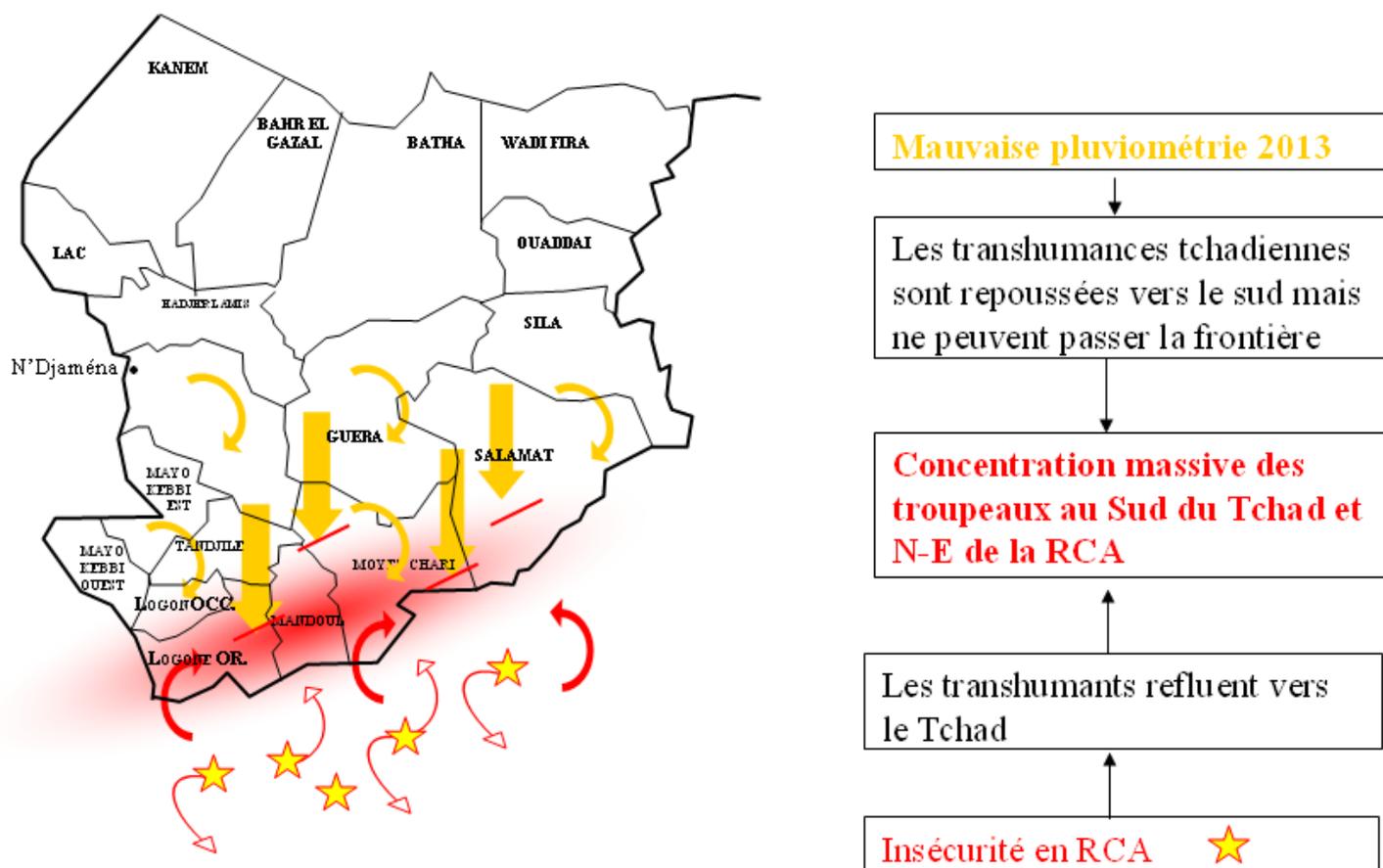


De telles déclarations révèlent une éventuelle dégradation de la situation notamment les tensions sociales : entre agriculteurs et éleveurs d'une part, et éleveurs - autochtones-réfugiés ou revenus. Au pire des cas, il est à craindre une translation du conflit interreligieux au Tchad à l'absence de toute action de médiation.

4.3. La situation après la crise : la montée des risques au Tchad

La situation de crise en RCA a eu des impacts importants sur les systèmes pastoraux des éleveurs centrafricains et tchadiens. Même les pasteurs transhumants et agro-pasteurs qui transhument chaque année, une bonne partie n'ont pu effectuer les déplacements à cause de l'insécurité. Ce qui a eu comme conséquence un accroissement de la densité du cheptel dans le sud du pays.

Carte 6 : Mouvements de transhumance après la crise centrafricaine



Réalisation : Pierre Sutter

Cependant, les effets de la crise centrafricaine sur les pasteurs ont été peu médiatisés, sans doute parce qu'elle était moins spectaculaire aux yeux des médias par rapport aux populations exerçant d'autres activités en ville. Pourtant, les éleveurs ont vécu une situation particulièrement difficile. Ils ont plus souffert sinon autant que les autres couches de la population. Ils ont perdu beaucoup d'animaux et même une partie de leurs familles (voir Tableau 4): « imaginez-vous un éleveur, malgré les liens qui l'unissent à son troupeau, abandonner quelques têtes ou l'ensemble de son cheptel pour sauver sa peau » déclare un éleveur désespéré par l'envers social qu'il subit injustement.

4.4. Les risques multiples liés à la concentration des troupeaux en zone soudanienne

« Les animaux sont comme des pommes, plus on les entasse, plus ils pourrissent ». En paraphrasant cet auteur contemporain français, le constat fait sur le terrain nous permet de dire que la forte concentration du cheptel bovin dans les trois régions touchées par la crise politico – militaire de la RCA perturbe sérieusement le système d'élevage. Les éleveurs sont exposés à plusieurs risques dont les plus évidents sont : une dégradation de la situation sanitaire des hommes et des troupeaux liés à la concentration des hommes et d'animaux, une dégradation de la situation alimentaire des hommes et des troupeaux, et surtout une recrudescence des conflits agriculteurs-éleveurs et éleveurs-éleveurs autour des ressources en eau et en pâturages.

4.5. Des risques sanitaires particulièrement importants pour le cheptel

L'estimation du troupeau issue de la statistique du MDPPA avant la crise à la même période et celle des revenus et réfugiés (cumul des rapports de secteur et nos données), met en évidence une concentration des animaux dans la zone soudanienne. 5,3 Cette concentration est plus préoccupante dans le Logone Orientale qui voit son cheptel bovin augmenté de 5 % par les troupeaux réfugiés.

Tableau 7 : Estimation du cheptel bovin dans les régions affectées par la crise centrafricaine

N°	Régions	Effectif avant la crise ²	Effectif des retournes et des réfugiés ³	Effectif du cheptel
1	Logone Oriental	304 233	114 400	418 633
2	Moyen Chari	950 547	80 000	1 030 547
3	Mandoul	299 721	56 000	355 721
4	TOTAL	1 554 501	16 540	1 804 901

En conséquence de quoi, cette pression pastorale dans le sud du pays risque de poser un grave problème de santé surtout, qu'en dehors des agro-éleveurs, 86 % des éleveurs enquêtés (revenus, réfugiés et autochtones) avouent n'avoir pas vacciné leurs animaux depuis plusieurs années.

Parmi les maladies qui sévissent déjà dans la zone (déclaration es éleveurs), on retient par ordre d'importance le charbon symptomatique (Warma en arabe), la péripneumonie contagieuses bovines (Am-fache-fache en arabe), piroplasmose ou trypanomiase (boite), la dermatophilose (Yayanré en Peul) et le charbon bactérien (Kibdé en Arabe).

En conséquence de quoi, cette pression pastorale dans le sud du pays risque de poser un grave problème de santé surtout que les éleveurs enquêtés avouent n'avoir pas vacciné leurs animaux depuis plusieurs années.

En outre, le constat montre qu'en cas d'attaque pathologique ou épidémiologique, les stratégies de réaction et d'alerte sont aléatoires et parfois inefficace. En réponse à une attaque pathologique constatée sur une ou quelques bêtes, l'éleveur déclare recourir systématiquement à de l'auto – médication en s'adressant à des pharmacies ambulantes et à des pseudos vétérinaires. S'agissant d'alerte épidémiologique, tout le campement réagit par la mobilité et c'est un nouveau site de campement qui est choisi.

En effet, les troupeaux en situation de détresse venus de la RCA constituent de potentiels risques de santé pour l'ensemble du cheptel de la zone car les éleveurs réfugiés et retournés reconnaissent n'avoir pas vacciné leurs troupeaux depuis une longue date. En outre la diarrhée et la toux très fréquentes chez ces troupeaux réfugiés, ils sont aussi porteurs d'une maladie spécifique qui est la vertige. Cette prévalence de maladies met les éleveurs autochtones ainsi que les agriculteurs sédentaires, méfiants vis-à-vis de ceux – ci. Il en résulte donc la présence des feux de brousses fréquents (peut être d'origine criminelle) et la réduction des couloirs de transhumance et les aires de stationnement, notamment dans la région du Mandoul.

Parmi les maladies citées par les éleveurs qui sévissent déjà dans la zone, on retient par ordre d'importance le charbon symptomatique (Warma en arabe), la péripneumonie contagieuses bovines (Am-fache-fache en arabe), piroplasmose ou trypanomiase (boite), la dermatophilose (Yayanré en Peul) et le charbon bactérien (Kibdé en Arabe).

² Projection 2013 sur la base de l'effectif estimé en 2011 par le statistique du MDPPA

³ Les chiffres sont croissants. Par des sources concordante trois chefs de tribu peule ont décidé de rentrer au Tchad avec tous les éleveurs qui sont sous leur autorité.

5. Entreprendre des actions d'envergure pour atténuer les effets et anticiper les risques

Cette crise constitue une situation d'urgence car l'apparition d'une maladie animale ou l'éclatement d'un conflit interethnique dans l'état actuel des choses est susceptible d'avoir des effets catastrophiques pour le pays ou la sous-région. Par conséquent, il s'avère nécessaire d'agir sur les facteurs conjoncturels de vulnérabilité et en même temps la nécessité d'agir sur les causes structurelles de vulnérabilité. C'est pourquoi, il est impératif de mettre en œuvre les actions d'urgence et des actions d'accompagnement à court et moyen terme.

5.2. Des actions essentielles dans l'urgence : santé et alimentation animales, médiation sociale

En urgence il s'agira de :

1. Procéder à la déconcentration des sites aujourd'hui considérées comme surchargées suivi d'une opération de recensement ciblé en vue d'une intervention efficace ;
2. Organiser une campagne de vaccination et de déparasitage des animaux ;
3. Constituer un stock alimentaire tant pour le bétail que pour les éleveurs eux – même et organiser leur distribution dans les zones de déconcentration comme mesure d'accompagnement pour les éleveurs volontaires et les éleveurs autochtones;
4. Organiser des campagnes de sensibilisation et d'information dans les zones susceptibles d'accueillir les nouveaux éleveurs ;
5. Appuyer les structures déjà existant sur les sites (ONG, association, structures administrative) en ressources humaines et matérielles.

5.3. Mettre en œuvre une campagne de vaccination exceptionnelle

Nous préconisons une campagne de 45 jours pour atteindre au moins un million de têtes vaccinées (petits et grands ruminants). En comptant avec les pertes de vaccin au cours d'utilisation, il faudra environ prévoir 250 000 doses en plus.

Cette vaccination visera quatre maladies qui sévissent déjà de manière endémique dans la zone soudanienne. Il s'agit d : du charbon symptomatique, du charbon bactérien, de la pasteurellose et de la péripneumonie contagieuse bovine. Une dose sera donc composé de quatre vaccins : du Symptovac, d'Anthracovac, du Pastovac et du Périvac. Les trois premiers vaccins sont produits sur place à l'IREC (ancien LRVZ) et le dernier peut être procuré au niveau de Garoua au Cameroun.

Quinze équipes (5 personnes) seront placées dans un corridor allant de Pitoye (Baibokoum) à Bom-Kebir (Kyabé) en passant par Goré et Maro avec chacune un véhicule 4x4 et trois véhicules de relais (chefs de secteurs). Compte tenu de l'absence de moyen roulant dans les services décentralisés du MDPPD, il faudra prévoir la location.

Pour la réussite de cette campagne, il faudra rapidement mettre en place :

- Au niveau national

Un comité national pour les programmes de vaccination doit être créé. Ce comité doit être composé de cinq hauts fonctionnaires du MDDPA et les associations des éleveurs (Plateforme Pastorale (01), Direction de service vétérinaire, IRED, CONORET et CONFENET). Le comité national devrait servir de cadre au niveau provincial et régional pour bien coordonné à l'horizontale et à la verticale toutes actions nécessaires concourant à la réussite de la campagne de vaccination.

- Au niveau régional et local

Un mécanisme chargé d'organiser des équipes spéciales au niveau régional sera mis en place. Il sera composé de trois Délégués concernés par la zone de la crise :

- ✓ Le Délégué du Logone Oriental,
- ✓ Le Délégué de Mandoul ;
- ✓ Le Délégué du Moyen Chari).

Il est prévu de mettre à la disposition des délégations régionales 15 équipes spéciales en raison de 5 équipes par région. Ces équipes techniques seront placées sous la responsabilité directe des chefs de secteurs que sont : Baibokoum, Goré, Sarh, Maro, Kyabé, Koumra, Moissala et Bédjondo. Elles seront chargées de collecter les données des différentes équipes relevant de leur secteur respectif et les transmettre aux Délégations d'où elles relèvent. Ces derniers transmettront à leur tour la synthèse de leurs données au comité national.

5.4. Organiser la distribution de l'aliment du bétail

Une telle opération nécessite une logistique complexe, et par conséquent nécessite une mobilisation de ressources très rapide et efficace et le regroupement d'un nombre important de cadres et de techniciens pour constituer une équipe soudée, dynamique et efficace. C'est pourquoi nous estimons que cette opération doit être confiée à des ONG capable de planifier, d'élaborer un plan d'interventions d'urgence. Il sera nécessaire que ces ONG obtiennent l'appui des pouvoirs publics au plus haut niveau et des Confédération d'Éleveurs afin d'assurer la continuité sur la durée d'une telle opération.

Si on envisage compléter les animaux malades et sous-alimentés en supposant que ces animaux représentent 1/3 d'effectif total (1 800 000 têtes) soit 600 000 têtes. Sur la base qu'un sac de tourteau de 50 kg pourrait compléter 4 boeufs pendant un jour⁴. Pour deux mois (60 jours) de complémentation on aura besoin de : $600\,000/4 \times 60 \times 50\text{ kg} = 450\,000\,000\text{ kg}$ (450 000 T) de tourteaux. Les tourteaux peuvent être achetés au niveau de Sarh (7500 FCFA le sac) ou de Moundou (15 000 FCFA, transport inclus). A défaut, les graines de coton actuellement exportées sur le Cameroun et Nigéria peuvent servir de substitut.

5.5. Mobiliser les leaders locaux dans une campagne de sensibilisation et d'information dans les zones d'accueil

Cette concentration des hommes et d'animaux dans certaines niches écologiques ne va pas sans poser des problèmes sociaux. La prévention en amont reste en effet la stratégie la plus efficace pour limiter les conflits et leurs conséquences. L'objectif de cette action est d'amener les personnes, groupes de personnes (agriculteurs et éleveurs autochtones) vivant dans les zones susceptibles d'accueillir les éleveurs revenus ou réfugiés à une cohabitation pacifique et à résoudre pacifiquement leurs différends. Ce processus passe par la sensibilisation, l'information et l'apprentissage de toutes les valeurs positives nécessaires à la mise en place d'un état de paix. Cette opération, compte tenu de sa délicatesse et sa complexité doit être conduite par les ONG spécialisées dans le domaine de la sensibilisation et de sensibilisation à la paix sociale. Cependant, l'éducation à la paix est une démarche qui s'inscrit dans la durée. C'est pourquoi, cette campagne de sensibilisation et d'information, doit mettre la société civile au cœur du processus. Les réseaux de société civile locale (AMEC, Fédération des éleveurs, etc.) peuvent être des relais efficaces dans la mise en place d'un réseau d'éducation à la paix. Cependant, pour être efficace, une formation spéciale est nécessaire pour certaines sociétés civiles qui sont moins outillées dans ces genres d'opérations Le niveau et l'ampleur de la formation peuvent varier selon les rôles prévus pour les différentes sections du personnel. Pour cela, on doit, si nécessaire, faire appel à l'aide des organisations nationales ou internationales spécialisés dans l'approche de sensibilisation et d'information.

Sur le plan opérationnel, d'abord, il est nécessaire de mettre sur pied dans chacune des trois régions un comité de sensibilisation réunissant des spécialistes et les Associations de la société civile. Relever le défi d'une telle campagne sensibilisation ne peut réussir sans l'implication d'une multitude d'acteurs. Il est donc souhaitable

⁴ COOpi : Focus groupe avec les éleveurs et représentants des éleveurs, Sido, 09/03/2014

d'associer à ce comité, des animateurs à la vie spirituelle et/ou à l'engagement communautaire qui pourront mieux soutenir et apporter leurs contributions à l'élaboration du plan de la campagne. Nous suggérons un comité de dix personnes par région. Au-delà de ce nombre, l'on devra créer des sous-comités afin que le travail soit plus efficace.

5.6. Des actions cruciales à inscrire d'ores et déjà dans le moyen et le long terme

En matière de prévention de crises qui deviennent inévitables (en lien avec le changement climatique notamment), des appuis structurels sont indispensables pour mettre en place des mécanismes de prévention et de gestion facilement mobilisables par les acteurs concernés.

5.7. Des actions à prévoir à moyen terme

Plusieurs grands types d'appuis structurels sont susceptibles de réduire la vulnérabilité des éleveurs et de limiter les effets néfastes des prochaines crises. Il s'agit de :

1. Sécurisation des biens et des personnes ;
2. Renforcement des infrastructures d'accueil ;
3. Formation et information ;
4. Construction d'un réseau de partenaires et constitution des équipes techniques ;
5. Suivi et conseil.

5.8. Des actions structurantes pour mieux affronter les crises pastorales à plus long terme

La plateforme estime qu'en gérant cette crise pastorale dans le Sud Tchadien les acteurs doivent s'inscrire non seulement dans la gestion de l'urgence, mais aussi dans la mise en place de mécanismes structurels aptes à améliorer l'efficacité des actions lors des prochaines crises. Pour cela plusieurs axes d'intervention complémentaires doivent être mis en œuvre pour que les prochaines crises soient mieux anticipées.

1. **Reconstitution des cheptels** : il s'agit d'appuyer la relance dans l'économie pastorale des familles de pasteurs « naufragés » de cette crise. Pour cela des actions d'appui à la reconstitution sociale du cheptel doivent être engagées. Plusieurs expériences dans ce sens ont été conduites depuis les sécheresses de 1984 et ont permis de développer des outils que l'on devra mettre en œuvre dès la reprise des pluies pour permettre à des familles de pasteurs réfugiés de revenir au mode de vie pastoral.
2. **Sécuriser la mobilité pastorale par la réalisation des points d'eau le long des axes de transhumance**, l'aménagement des espaces pastoraux et la délimitation des pistes à bétail et des couloirs de transhumance pour permettre au bétail de se rendre là où il y a les pâturages. Ceci est le propre de plusieurs programmes de développement pastoral en préparation et devrait permettre à terme une meilleure résilience des systèmes grâce à une mobilité mieux anticipée et possible grâce à l'aménagement concerté de l'espace.
3. **Fabriquer l'alimentation du bétail en saison sèche**, même en dehors des crises, que les animaux peuvent récupérer plus vite; ce qui permet de prévenir de nouvelles crises et surmonter celles qui sont passées. Des technologies existent pour améliorer la valorisation des résidus de cultures, par broyage et mélange avec des compléments azotés et énergétiques. Le Sud du Tchad dispose de ressources alimentaires mal valorisées au profit des éleveurs : résidus de céréales pluviales, résidus de cultures irriguées notamment paille de riz, graines et tourteau de coton, mélasse et drèches... La plateforme veut interpeller les décideurs sur la nécessité de développer des dispositifs expérimentaux de fabrication locale d'aliments complémentaires accessibles aux éleveurs.

4. **Faciliter la transhumance transfrontalière par la concertation entre les pays de départ et d'accueil.**
Les échanges avec les organisations pastorales, les collectivités et les services de part et d'autre de la frontière devraient favoriser la prise et le respect d'engagements communs définis par la loi.
5. **Prévenir les conflits par la mise en place d'une structure de médiation et de gestion des conflits.**
Ceci constitue le cœur de l'orientation donnée par le projet de Code Pastoral et il constituera un élément de la stratégie d'intervention en cours de préparation des programmes de l'UE et de l'AFD dans le Mandoul et le Moyen Chari.

Pour que ces appuis structurels puissent générer des effets significatifs et positifs, les interventions devraient être décentralisées et prises en charge par la base des éleveurs. Il faudrait également favoriser une synergie d'action entre l'Etat, les ONG et les bailleurs de fonds.

6. PLAN OPERATIONNEL D'INTERVENTION D'URGENCE

N°	ACTIVITES	ACTIONS	IMPACTS (OBJECTIF GLOBAL)	ECHEANCE	FINANCEMENT	RESULTATS ATTENDUS
1	Santé animale et humaines	<ul style="list-style-type: none"> • Formation des équipes • Achat des vaccins et produits • Location des véhicules • Campagne d'information • Vaccination et traitement • Suivi des opérations 	Vacciner environ un million de têtes (petits et grands ruminants)	Du 1 ^{er} avril 2014 au 15 mai 2014	FAO UE ETAT Etc.	Un million de têtes ont reçu une dose de vaccin et les animaux malades sont déparasités et traités contre les maladies opportunistes
2	Alimentation du bétail	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'une équipe en charge de l'opération • Contractualisation avec des ONG • Achat des compléments du bétail (tourteaux ou graines de coton) • Location des véhicules pour le transport ; • Distribution des compléments du bétail dans les sites retenus ; • Suivi des opérations 	Complémenter 600 000 têtes d'animaux en situation critiques (malades et dénutris)	Du 1 ^{er} avril 2014 au 30 mai 2014	FAO UE ETAT Etc.	Environ 1/3 des animaux des zones touchées par la crise centrafricaine ont reçu un complément de ration pour deux mois
3	Information et sensibilisation	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'une équipe en charge de l'opération • Contractualisation avec des ONG • Mise en place des équipes de sensibilisation ; • Mise en niveau pendant une semaine • Organiser de la campagne de sensibilisation ; • Suivi des opérations 	Prévenir en amont les conflits et leurs conséquences afin de minimiser les effets collatéraux de la crise centrafricaine sur les rapports sociaux	Du 1 ^{er} au 30 avril 2014	FAO UE ETAT Etc.	Les agriculteurs, les revenus et les éleveurs autochtones vivent en harmonie et gèrent eux-mêmes leurs différends.
4	Déconcentration des camps	<ul style="list-style-type: none"> • Mission d'étude de faisabilité • Marquage des couloirs de transfert • Acquisition des matériels affairant • Mise en route de l'opération 	Lutter contre l'insécurité et favoriser une prise en charge efficace et efficient par les ONG.	Avril – mai 2014.	FAO Eta tchadien Autres	Les camps de forte concentration sont décongestionnés ; Les éleveurs sont à l'abri des exactions de rebelles centrafricains ; Les ONG d'action humanitaire ont une bonne maîtrise des effectifs et de leurs actions.
5	Appui aux structures existantes	<ul style="list-style-type: none"> • Identification des ONG humanitaires nécessitant des appuis ; • Identification et typologie des besoins ; • Exécution des besoins identifiés. 	Renforcer le dispositif humanitaire actuellement sur le terrain en vue d'une prise en charge plus efficace.	Fin mars – 15 avril 2014	FAO AFD Autres	La capacité d'intervention des ONG sur le terrain est améliorée et leurs problèmes logistiques sont réglés.

7. PLAN OPERATIONNEL D'INTERVENTION A MOYEN ET LONG TERME

N°	ACTIVITES	ACTIONS	IMPACTS (OBJECTIF GLOBAL)	ECEANCE	FINANCEMENT	PRODUITS (RESULTATS ATTENDUS)
ACTIONS A MOYEN TERME						
1	<ul style="list-style-type: none"> • Sécurisation des biens et des personnes ; 	<ul style="list-style-type: none"> • Séminaire d'information et formation des autorités administratives et militaires locales ; • Promouvoir l'hydraulique pastorale ; • Contractualisation avec les industriels pour l'aliment de bétail. 	Redynamiser l'élevage pastoral dans la zone	Dès octobre 2014	FAO AFD Autres	Les éleveurs bénéficient de sécurité garantie par les autorités ; L'élevage pastoral est redynamisé dans les trois régions touchées par la crise de la RCA
2	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des infrastructures d'accueil ; 	<ul style="list-style-type: none"> • Equiper les structures locales de santé humaine et animale ; • Mettre à la disposition des réfugiés, des équipements d'abris ; • Créer des centres de loisir 	Garantir un cadre de vie décent afin de restaurer la confiance en soi des réfugiés	Décembre 2014	Etat tchadien FAO AFD Autres	Les éleveurs réfugiés disposent d'un cadre de vie décent et ont accès à des structures socio-éducatives
3	<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'un réseau de partenaires pour le suivi des actions ; 	<ul style="list-style-type: none"> • Constituer une base de données sur les ONG et projets humanitaires ; • Disposer d'un accord – cadre d'actions humanitaires • Elaborer un plan d'action transversale à tous les partenaires à moyen terme. 	Rendre plus efficace et en temps réel les actions humanitaires en cas d'alerte.	Décembre 2014	AFD Autres	Un réseau de partenaires humanitaires est mis en place ; Les actions humanitaires sont bien coordonnées.
4	<ul style="list-style-type: none"> • Suivi et conseil 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place des comités locaux de suivi de l'évolution des situations socio – économiques des réfugiés ; 	Garantir la bonne exécution des actions humanitaires	Novembre 2014	Etat tchadien Association	Les actions humanitaires en faveur des réfugiés et retournés de la RCA sont bien exécutées.

		<ul style="list-style-type: none"> • Responsabiliser les secteurs et postes d'élevage dans le domaine de conseil socio – économique des réfugiés. 				
ACTIONS A LONG TERME						
5	<ul style="list-style-type: none"> • Reconstitution des cheptels 	<ul style="list-style-type: none"> • Recenser les populations cible ; • Constituer un fond de roulement accessible sous forme de crédit ; • Mettre sur pied mécanisme suivi 	Permettre aux éleveurs qui ont tout perdu de reconstituer leur capital bétail.	Février 2015	A rechercher	Les cheptels des éleveurs qui ont tout perdu sont reconstitués.
6	<ul style="list-style-type: none"> • Sécurisation de la mobilité pastorale 	Aménager des points d'eau (puits, bassin de rétention) le long des axes de transhumance ; Aménagement des espaces pastoraux ; Délimiter des pistes à bétail et des couloirs de transhumance	Sécuriser le système d'élevage	Juin 2015	Etat tchadien FAO Autres	Le système d'élevage en zone soudano – guinéenne du Tchad est sécurisé
7	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de l'alimentation du bétail en saison sèche 	Identifier les aliments du bétail disponibles à l'état ; Evaluer les besoins en fonction des effectifs des troupeaux ; Mettre en place des infrastructures de transformation des aliments du bétail.	Prévenir de nouvelles crises alimentaires du bétail en valorisant les ressources disponibles.	Avril 2015	FAO Etat tchadien Autres	Les ressources pastorales locales sont valorisées et accessibles à moindre coût.
8	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un cadre de dialogue permanent 	Identifier les différentes parties prenantes ; Co – construire plateforme gestion concertée ressources ; Mettre sur pied comité gestion.	Promouvoir la cohabitation pacifique entre les différents utilisateurs des ressources.	Avril 2015	Etat tchadien FAO AFD	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les conflits d'usage sont évités ; ✓ Les différents groupes vivent en parfaite harmonie.

8. Budget prévisionnel estimatif

A. Budget Actions d'urgence

Tableau 8 : Budget de la campagne de vaccination (45 jours)

Désignations	Quantité	Coût unitaire	Montant (FCFA)
Primes			91 050 000
Prime du comité national	60	40 000	2 400 000
Prime des Délégués	90	40 000	3 600 000
Prime des chefs de secteur	360	30 000	10 800 000
Prime des chefs d'équipe	675	30 000	20 250 000
Prime des vaccinateurs	2 700	20 000	54 000 000
Déplacements			77 400 000
Location véhicule	900	75 000	67 500 000
Carburant et lubrifiant	18 000	550	9 900 000
Matériels techniques et vaccins			668925000
Achat de vaccin	1250 000	450	562 500 000
Achat de produits de déparasitage	15 000	5000	75 000 000
Achat des glacières (centenaires)	54	75000	4 050 000
Achat des seringues automatiques	90	50 000	4 500 000
Boîtes d'aiguilles	450	30 000	13 500 000
Paires de Botte	75	10 000	750 000
Frigo à pétrole (ou mixte)	10	750 000	7 500 000
Tente pour les équipes de vaccination	15	75 000	1 125 000
Autres			87 842 500
Voyage pour achat vaccin (Garoua)	10	150 000	1 500 000
Frais généraux	1	2 000 000	2 000 000
Frais de gestion (10%)	1	84 342 500	84 342 500
Totaux			925 217 500

Tableau 9 : Budget de campagne de sensibilisation

Désignations	quantité	Coût unitaire	Montant
Primes			
Contrat des ONG	1	30 000 000	30 000 000
Contrat OP	1	15 000 000	15 000 000
Primes des équipes	900	30 000	27 000 000
Location véhicule	180	75 000	13 500 000
Carburant et lubrifiant	6 000	550	3 300 000
Frais généraux	1	5 000 000	5 000 000
Frais de gestion (10%)	1	93 800 000	9 380 000
Total			187 600 000

Tableau 10 : Budget pour l'achat d'aliment du bétail

Désignations	quantité	Coût unitaire	Montant
Contrat ONG	1	40 000 000	40 000 000
Contrat OP	1	20 000 000	20 000 000
Hydraulique pastorale	77	40000000	2412000000
Achat de tourteau de coton (t)	210 000	6 000	1 260 000 000
Graine de coton	100 000	5 000	500 000 000
Bâches pour les tentes	40 000	15 000	600 000 000
Graine de coton	100 000	5 000	500 000 000
Location véhicule (poids lourds)	900	500 000	450 000 000
Frais généraux	1	10 000 000	10 000 000
Frais e gestion (10%)	1	57 000 000	57 000 000
Total			5 849 000 000

Tableau 11 : Reconstitution du capital - bétail

ACTIONS	QUANTITE	PU	TOTAL
Recenser les populations cible ;	1	50000000	50 000 000
Constituer un fond de roulement accessible sous forme de crédit ;	1	150000000	150 000 000
Mettre sur pied mécanisme suivi	1	60000000	60 000 000

B. Budget Actions à moyen et long termes

Désignations	Quantité	Coût unitaire	Montant
ACTIONS A MOYEN TERME			
1- Sécurisation des biens et des personnes			
• Séminaire d'information et formation des autorités administratives et militaires locales ;	3	20000000	60 000 000
• Contractualisation avec les industriels pour l'aliment de bétail.	3	100000000	300 000 000
2- Expérimentation de fabrication d'aliment bétail			
• Mobilisation de la recherche	1	50000000	50 000 000
• Achat des matériels de broyage	25	10000000	250 000 000
• Constitution du stock d'aliment	4	100000000	400 000 000
• Contrat avec commerçant artisan des grandes villes	30	25000000	750 000 000
Renforcement des infrastructures d'accueil			
• Equiper les structures locales de santé humaine et animale ;	10	75000000	750 000 000
• Mettre à la disposition des réfugiés, des équipements d'abris ;	6000	250000	1 500 000 000
• Créer des centres de loisir	15	10000000	150 000 000
3- Construction d'un réseau de partenaires pour le suivi des actions			
• Constituer une base de données sur les ONG et projets humanitaires ;	1	10000000	10 000 000
• Disposer d'un accord – cadre d'actions humanitaires	1	15000000	15 000 000
• Elaborer un plan d'action transversale à tous les partenaires à moyen terme.	1	15000000	15 000 000

4- Suivi et conseil			
<ul style="list-style-type: none"> Mise en place des comités locaux de suivi de l'évolution des situations socio – économiques des réfugiés ; 	5	25000000	125 000 000
<ul style="list-style-type: none"> Responsabiliser les secteurs et postes d'élevage dans le domaine de conseil socio – économique des réfugiés. 	1	50000000	50 000 000
ACTIONS A LONG TERME			
6 - Sécurisation de la mobilité pastorale			
<ul style="list-style-type: none"> Aménager des points d'eau (puits, bassin de rétention) le long des axes de transhumance ; 	60	40000000	2 400 000 000
<ul style="list-style-type: none"> Aménagement des espaces pastoraux ; 	20	25000000	500 000 000
<ul style="list-style-type: none"> Délimiter des pistes à bétail et des couloirs de transhumance 	300	25000000	7 500 000 000
7- Mise en place d'un cadre de dialogue permanent			
<ul style="list-style-type: none"> Identifier les différentes parties prenantes ; 	1	50000000	50 000 000
Total			14 875 000 000

9. Conclusion

Depuis le début de la crise politico – militaire de la République centrafricaine, le Tchad pays frontalier, fait face à un afflux d'éleveurs, fuyants les milices au Nord ouest du pays. Ceux – ci sont composés des éleveurs tchadiens vivant en Centrafrique depuis la sécheresse de 1970 ainsi que des éleveurs centrafricains eux-mêmes et d'autre part, les peulh, les arabes, deux principales ethnies de vocation pastorale auxquelles il faut ajouter des minorités ethniques qui pratiquent un élevage mixte. Au – delà de la frontière centrafricaine, les éleveurs tchadiens transhumants transfrontaliers n'ont pas pris le risque de conduire leurs troupeaux en RCA et campent donc dans le sud du pays. Ceci conjugué aux médiocres états des pâtures, conduit à une pression pastorale intenable. Les conséquences potentielles de cette crise sont importantes : pertes de cheptel par épizootie, soudure animale précoce ; les pertes en termes de cheptel pourraient atteindre 300 Milliards de CFA, et hypothéquer certains axes de transhumances dans le cas de développement d'anthrax. Plus grave, les conflits entre communautés, déjà dramatiques en année normale pourraient prendre une dimension supérieure allant jusqu'à remettre en cause la stabilité de la région (Sougnabé 2000, Sougnabé et al 2000).

La Plateforme pastorale, organe de dialogue interprofessionnel et interministériel a été active dans le plaidoyer, à l'initiative des Organisations d'Éleveurs. Au retour de sa mission sur le terrain auprès des concernés, elle veut relayer l'alerte au niveau des différents acteurs et clusters, bailleurs de l'urgence, et experts en pastoralisme.

Au vu de la situation et des acteurs rencontrés et recensés, plusieurs actions ont été proposées : vaccination de masse, distribution d'aliment du bétail et négociation de transhumance exceptionnelle.

Au-delà de ces actions d'urgence essentielles, pour la plateforme, il s'agit également de développer des actions structurelles à moyen terme. C'est déjà ce qui est engagé dans les programmes d'hydraulique pastorale des zones sahéniennes. C'est aussi ce qui sera fortement développé à travers la mise en œuvre de l'actuel projet de Code Pastoral. En revanche le Tchad dispose d'un potentiel important largement inexploité en faveur de son élevage et de la prévention et la gestion des crises pastorales. Le potentiel de résidus de culture et de sous-produits agro-industriels n'est quasiment pas exploité au profit de l'élevage tchadien. Une action structurante pour la mise en place de systèmes de production locale d'aliment du bétail devrait être développée dès aujourd'hui pour permettre de mieux réagir lors des inévitables crises à venir.

10. Bibliographie

- Bonfiglioli A.M, 1990. Le bâton et la houe : une introduction à l'agro-pastoralisme tchadien. 117 p
- Bonfiglioli A.M., 1990. Pastoralisme, agro-pastoralisme et retour: itinéraires sahéliens. Ch. Sci. Hum. 26 (1-2) 1990 : 255-266
- Botoni H. E., 2003. Interactions Elevage-Environnement. Dynamique des paysages et évolution des pratiques pastorales dans les fronts pionniers du Sud-Ouest du Burkina Faso. Doctorat de l'université Paul Valéry Montpellier III. 292 p.
- Bourgeot A., 2002. Etude pour la mise en place d'un Observation de la transhumance au Tchad. Rapport de mission, PSSP, 53 p.
- Boutrais J., 1988. Des Peuls en savanes humides. Développement pastoral dans l'ouest centrafricain. Etudes et thèses. Editions de l'ORSTOM. 382 p
- Clanet J-C., 1982 – L'insertion des aires pastorales dans les zones sédentaires du Tchad central – COM., Bordeaux, n° 139, 35^{ème} année, P. 205-227.
- E., HIERNAUX, P., Elevage et gestion de parcours au Sahel, implications pour le développement. Stuttgart : Verlag Ulrich E., Grauer.
- Lemasson et Remayeko (1990) : Les éleveurs Mbororo, étude socio-économique. ANDE, Bangui, 226 p.
- Picard, J., Modibo W.C., Mbaiki, L., Arditi., C., 2001. Etude socio-économique des éleveurs Peuls de Centrafrique. PAOPSE/DAM, Bangui, ...p.
- Prioul C., 1971. Éleveurs nomades et paysans sédentaires dans le nord-ouest centrafricain, in *Quatre études sur l'élevage*. Travaux et documents de géographie tropicale. Bordeaux : CEGET-CNRS, pp .1-42.
- Réonoudji F., 2003. Espaces, sociétés rurales et pratiques de gestion des ressources naturelles dans le sud-ouest du Tchad. Vers une intégration agriculture –élevage. Doctorat de l'Université de Paris I / Panthéon Sorbone. 406 p
- Sarandji S. (1995), Les Mbororo de la Nana-Mambéré et de l'Ouham-Pendé en République Centrafricaine : organisations pastorales et civilisations rurales. Thèse de Doctorat de l'Université de Bordeaux III, 243 p.
- Sougnabé P., 2000. Le conflit agriculteurs/éleveurs dans la zone soudanienne: le cas du Moyen-Chari au sud du Tchad. Mémoire de DEA ESSOR Toulouse, 64 p.
- Sougnabé P., Grimaud P., 2012. Emergence des systèmes pastoraux en savane tchadienne : pour quelle intégration territoriale et sociale ? *Sècheresse* (2012) 23 : 271-7. doi : 10.1684/ sec.2012.0366
- Sougnabé P., Koussou M.O, Duteurtre G, 2000. La gestion du conflit entre agriculteurs et éleveurs au sud du Tchad : succès et limites des comités locaux. In *élevage et gestion de parcours au Sahel, implications pour le développement*. Atelier Niamey du 2 au 6 octobre 2000, pp 225-234.
- Touré O., 1990. Ngaynaaka madjji. La perte des pratiques pastorales dans le Ferlo (Nord Sénégal). IIED dossier n° 22, décembre 1990, 25 p

11. CREDITS PHOTOS



Alimentation du bétail est un problème de préoccupation majeure. Alors que le pâturage est rare, les alimentations sont aussi rares que difficiles d'accès. De complémentations du bétail. Au-dessus, des résidus broyés de haricot dans un campement à l'Ouest de Bitoye (Baïbokoum),



L'eau est rare en cette saison défavorable au Logone Oriental, Mandoul et Moyen Chari. Sa qualité suscite la question de santé animale.

A gauche abreuvoir fabriqué par l'ingéniosité des éleveurs, à droite, frontière nationale entre le Tchad et la RCA au niveau du village de Koumbat (Goré). Ce cours d'eau le principal lieu d'abreuvement pour les animaux de la zone. La concentration des animaux est redoutée dans les jours à venir



Quelques troupeaux réfugiés, en situation de sous – alimentation.



Des enfants innocents, qui ne comprennent pas pourquoi le sort actuellement subi par leurs parents.

QUELQUES TENTES ET CAMPEMENTS DES ELEVEURS REFUGIES



La présence des veaux dans les hangars servant de chambre à coucher, témoigne de la familiarité entre l'éleveur et son bétail et de l'affection que celui – ci a pour son animal.



Campement des éleveurs retour Bitoye (Baïbokoum). Ici le prestataire de service est l'Agence de voyage est Abou Salam



Campement des réfugiés centrafricains à Bitoye (Baïbokoum)



Campement des transhumants tchadiens au sud – ouest de Goundey (Lac Iro).



Tente en matériaux modernes dans un campement des transhumants tchadiens au sud – ouest de Goundey (Lac Iro).

QUELQUES IMAGES DES SEANCES D'ENTRETIEN DE L'EQUIPE DE LA MISSION D'ETUDE



Séance d'enquête par focus grup dans un campement sud – ouest de Goundey (Lac Iro).



Séance d'entretien avec un leader de groupe peul, réfugié de la RCA.



Entretien avec un groupe d'éleveurs peuls réfugiés de la RCA. Ils ont tout perdu leur bétail. On lit leur détresse dans leur visage ! (Sido).

QUELQUES IMAGES DES CAMPS DES REFUGIES ET RETOURNES DE LA RCA , TOUT STATUT CONFONDU



Camp des réfugiés et retournés de la RCA en plein centre de Goré, face à la résidence du Préfet de la Nya - Pendé.



Transfert des réfugiés/retournés de la RCA à partir de Bitoye (Baïbokoum). Ici le prestataire de service est l'Agence de voyage est Abou Salam



Camp des retournés/réfugiés de la RCA à Sido (Moyen – Chari).



Transfert de retournés/réfugiés de la RCA à partir de Sido (Moyen – Chari).



Séance de distribution des vivres aux réfugiés centrafricains à Bitoye (Baïbokoum)

12. ANNEXES

1. Termes de référence de l'étude

Plateforme des acteurs du développement pastoral au Tchad

www.plateforme-pastorale-tchad.org

Termes de références

Diagnostic et propositions opérationnelles pour le soutien à l'élevage pastoral perturbé par la crise centrafricaine

Février 2014

1. Contexte

La zone soudanienne tchadienne couvrant le Sud Salamat, le Moyen Chari et le Mandoul est fortement perturbée par les événements de la RCA voisine.

Plusieurs missions organisées par le Ministère du Développement Pastoral et les organisations professionnelles des éleveurs ont été dépêchées au cours des dernières semaines pour rendre compte de la situation et des enjeux. La Présidence est aussi préoccupée par cette situation et est en relation avec les organisations des éleveurs et les autorités régionales pour prévenir les tensions possibles liées à cette situation exceptionnelle.

Le cluster sécurité réunissant les bailleurs de fonds est aussi en vigilance et tente de mobiliser des financements. Plusieurs interventions humanitaires sont en cours de préparation avec le risque que les spécificités pastorales de cette crise ne soient pas suffisamment prises en compte.

La Plateforme Pastorale met évidemment cette question à l'ordre du jour de son atelier de planification annuelle. L'atout de la plateforme est de pouvoir mobiliser les différents services et acteurs aptes à préciser de manière opérationnelle les actions à conduire dans le cadre d'une intervention en même temps indispensable et imminente.

2. Proposition de mobilisation d'une expertise conjointe de la plateforme

La proposition est que la Plateforme Pastorale puisse mobiliser une mission conjointe dans les régions concernées de manière à décliner les éléments du diagnostic déjà recueillis en mesures de correction pragmatiques, d'informations complémentaires immédiatement opérationnelles et adaptées aux situations vécues par les éleveurs.

La plateforme propose de mobiliser une équipe composée de responsables des institutions membres de la plateforme et directement concernées par la crise pastorale qui s'annonce : Ministère du Développement Pastoral et des Productions Animales, Ministère de l'Hydraulique Rurale et Urbaine, Ministère de l'Environnement et les représentants des principales Organisations d'Éleveurs (déjà actives dans la recherche de solutions et en contact avec certains leaders de RCA).

Pour rendre efficace et rapide la production d'un document diffusable, il est proposé de mobiliser en appui à ces personnes ressources un expert national, assurant la rédaction du rapport et la préparation de la présentation des propositions opérationnelles aux ministères concernés et aux partenaires techniques et financiers national et internationaux à mobiliser.

3. Objectif et résultats attendus de la mission de la plateforme

a. Objectif

Cette mission vise deux objectifs :

- a. **Actualiser le diagnostic des enjeux d'une intervention d'urgence pour sécuriser l'élevage dans ce contexte conjoncturel :**

- Etablir un diagnostic rapide et précis de la situation pastorale dans les zones concernées par le reflux des éleveurs venant de Centre-Afrique et le blocage des transhumants dans la zone soudanienne faute d'accès à la RCA.
 - Inventaire précis des groupes de pasteurs et agro-pasteurs présents dans la région : groupes, contacts des leaders des groupes, nombre de campements, familles par campement, types et effectifs des troupeaux,
 - Repérage spécifique des pasteurs revenus de RCA en intégrant leur situation avec ou sans troupeaux, de manière qualitative et quantitative, en recueillant les contacts des leaders des groupes,
- Etablir un diagnostic des ressources pastorales pâturage, aliments du bétail et eau accessibles dans les régions considérées,
- Evaluer les nouveaux risques sanitaires occasionnés par la plus grande concentration des troupeaux.
- Identifier un système de report et d'alerte sanitaire dans les régions concernées (impliquant les services vétérinaires)
- Evaluer les besoins d'urgence des différents groupes et anticiper sur les actions de LRRD.
- b. Elaborer avec les acteurs concernés des propositions opérationnelles d'intervention dans différents champs d'action complémentaires :**
 - Proposer les actions de prévention sanitaire nécessaires et chiffrer les coûts à mobiliser,
 - Proposer les actions adaptées à la mobilisation de ressources alimentaires pour les troupeaux (amélioration de la valorisation des aliments disponibles : mélasses, tourteaux, résidus de culture, transformation et fabrication locale, possibilité d'importation, accès à l'eau en lien avec le pâturage).
 - Proposer des zones de replis où accompagner les pasteurs pour décongestionner les zones de forte concentration, en mobilisant les OP locales et nationales pour favoriser des accords sociaux exceptionnels

b. Principales tâches de la mission

Sous la supervision du sous-comité de suivi de la plateforme :

1. Réunion de cadrage du programme avec le sous-comité technique de la Plateforme,
2. Rencontre avec les membres des premières missions organisées par le MDPPA et les OP dans la région et exploitation de leurs rapports,
3. Recherche de l'implication des parties centrafricaines sur financement BM
4. Organisation d'une mission dans le Mandoul, le Chari et le Sud Salamat de 6 jours,
5. Entretiens avec les acteurs institutionnels, les organisations locales et les leaders des éleveurs locaux, transhumants, retournés et réfugiés,
6. Rédaction d'un rapport d'analyse précis de la situation et des propositions suivant le plan fourni en annexe,
7. Organisation d'une journée d'atelier de présentation des propositions aux autorités nationales et PTF, et intégrant aussi les présentations des premières missions du MDPPA et des OP,
8. Elaboration d'un compte rendu de l'atelier.

4. Produits attendus

Un programme de travail de la mission de terrain, répartissant les tâches entre les membres de la mission

Un rapport provisoire de diagnostic et propositions

Une présentation power point reprenant les points essentiels des enjeux observés et des propositions opérationnelles développées

L'organisation de l'atelier avec les décideurs

Un compte rendu de l'atelier

Le rapport définitif intégrant les observations de l'atelier

5. Calendrier

Mission à monter dans les meilleurs délais

6. Expert mobilisé

A identifier

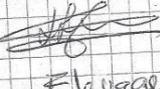
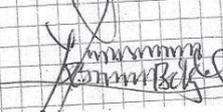
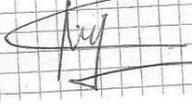
7. Financement

Budget à mobiliser : 5.734.376 FCFA (8.742 euros)

Source de financement : compte tenu de l'urgence il est proposé de mobiliser le reliquat des fonds de la lettre de commande (un reliquat de 8.742 euros, dont 5000 euros disponible pour la participation de la Plateforme à la FENAT, et 3742 euros reliquat déplacements à la conférence ID4D de Paris en octobre 2013).

2. Procès – verbal de médiation

P.V de Compteur de Dégats

- 12 sacs de Mills	= 12 x 10 = 120 x 15.000F	= 1.800.000F
- 2 sacs de Mois	= 6 x 2 = 12 x 22.500F	= 270.000F
- 2 Hectares Mancets	= 20 sacs x 10.000F	= 200.000F
- 1 hectare de Mauve	= 80.000 x 3 sacs	= 240.000F
Total (17 personnes)		2.510.000F
<u>RI (Militaire)</u>	48 boeufs x 5000F	240.000F
	7 Moutons x 3000F	21.000F
		261.000F
<u>Déplacement Autorités:</u>		
	SIP	} 350.000F
	Mainie	
	Elevage	
	Jeunesse	
	Député	
Total global		3.121.000F
<u>Ont signé:</u>		
<u>Le Jeune SIP</u>	<u>RI (Militaire)</u>	<u>Mainie</u>
		
<u>Jeunesse</u>	<u>Elevage</u>	<u>Honorable député</u>
		

3. Doléances des retournés aux autorités tchadiennes

DOLÉANCE DES ÉLÉVEURS

Nous remercions le chef de l'Etat et tous les Gouvernements Tchadiens pour le travail qu'ils ont fait pour les Peuples Tchadiens rapatriés de la République Centrafricaine nous remercions beaucoup et encore plus.

Cette doléance concerne les éleveurs et les commerçants des bétails de la R.C.A.

Nous sommes venus ici mais nous avons perdus nos biens en R.C.A, et y'a d'autre biens qui est en Suisse pour venir ici au Tchad, mais qui est en danger pour le moment, et on ne sais jamais. Actuellement y'a des biens qui a été massacré et même des hommes éleveurs qui ont été tué.

Il y'a des éleveurs qui sont venus avec leur familles mais ils souffre beaucoup.

Donc nous demandons aux chef de l'Etat et aux gouvernements Tchadiens de penser en vers nous.

Merci pour les ~~travaux~~ ~~travaux~~ que le gouvernement a fait pour nous...